



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra



The Dutch Ministry for Foreign Trade  
and Development Cooperation

  
**TechnoServe**  
L'Entreprise, Solution à la Pauvreté

  
**BeniBiz**

# CARTOGRAPHIE DE L'ECOSYSTEME DES STRUCTURES D'APPUI A L'ENTREPRENEURIAT AU BENIN



Rapport Provisoire - Décembre 2023

# AVERTISSEMENT

Copyright © TechnoServe Bénin Première édition 2023

Les publications de l'ONG TechnoServe jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de re- production ou de traduction devra être envoyée à TechnoServe Bénin), Cotonou République du Bénin, par courriel à [benibiz@tns.org](mailto:benibiz@tns.org). Ces demandes seront toujours les bienvenues.

La présente étude a été coordonnée et rédigée par l'équipe de projet BeniBiz de l'Organisation Non Gouvernementale TechnoServe. Elle repose sur l'utilisation de sources considérées comme fiables mais dont l'exhaustivité et l'exactitude ne peuvent être garanties. Sauf mention contraire, les données chiffrées ou autres informations ne sont valables qu'à la date de publication du rapport et sont sujettes à modification dans le temps.

Toute copie, diffusion et reproduction de cette étude, en totalité ou en partie, sont soumises à l'accord exprès, préalable et écrit de TechnoServe. « Cartographie de l'écosystème des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin », reflète les vues personnelles de ses auteurs et n'exprime pas nécessairement la position de Technoserve.

La mention ou la non-mention de telle ou telle structure ou de tel ou tel service de soutien à l'entrepreneuriat n'implique de la part de BeniBiz aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le concept de Structure d'Appui à l'Entrepreneuriat ou Structure d'Encadrement des Entreprises [SAE] est vu dans le présent rapport au sens large de toute structure qui exerce des activités d'appui à l'entrepreneuriat conformément à ses statuts. Ce concept n'intègre pas dans le cadre de la présente étude, les critères de labellisation ou de certification que l'Administration Béninoise en charge de la coordination et de la réglementation des interventions d'appui à l'entrepreneuriat pourrait définir pour catégoriser les SAE ou qui serve de base pour l'attribution de marchés publics.

A propos de Technoserve. Pour plus d'informations : <https://www.technoserve.org>

**NB : Ce document est dynamique et susceptible d'être mis à jour au fil des évolutions.**

# Table des matières

Avant- propos	2
Liste des Sigles et Acronymes	3
Liste des tableaux	4
Liste des Figures	4
Résumé Exécutif	6
<b>1 Introduction</b>	<b>11</b>
<b>2 Présentation de l'écosystème des Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat au Bénin</b>	<b>12</b>
2.1 Vue panoramique de l'Écosystème des structures d'Appui à l'Entrepreneuriat	12
2.2 Typologie des Structures d'Accompagnement des Entreprises au Bénin	14
2.3 Segment d'intervention des Structures d'accompagnement au Bénin	17
2.4 Couverture géographique	18
2.5 Présentation des structures d'appui à l'entrepreneuriat et leurs offres	21
<b>3 Analyse des Services de Développement des Entreprises au Bénin</b>	<b>24</b>
3.1 Segment de l'accès aux compétences	24
3.2 Segment de l'accès au marché	33
3.3 Segment de l'accès aux équipements	36
3.4 Segment de l'accès à l'information	39
3.5 Segment de l'Accès au financement	42
<b>4 Les dysfonctionnements du marché des services d'appui à l'entrepreneuriat</b>	<b>50</b>
4.1 Dysfonctionnement du segment Accès aux Compétences	50
4.2 Dysfonctionnement du segment Accès au Financement	53
4.3 Dysfonctionnement du segment Accès au marché	56
4.4 Dysfonctionnement du segment Accès aux équipements	57
4.5 Dysfonctionnement du segment Accès à l'information	58
4.6 Dysfonctionnements de type transversal	58
<b>5 Conclusions et recommandations</b>	<b>60</b>
<b>Annexe n°1 : Glossaires</b>	<b>63</b>
<b>Annexe 2 : Liste des acteurs privés d'appui à l'entrepreneuriat</b>	<b>64</b>
<b>Annexe 3 : Liste des acteurs publics, parapublics et à statut particulier</b>	<b>64</b>

## Avant- propos

Depuis plusieurs décennies, le gouvernement béninois et ses partenaires techniques et financiers ont accru leurs interventions en matière d'appui au secteur privé et en particulier dans la promotion du développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) en tant que moteurs essentiels de la création d'emplois et de la croissance économique du Bénin. Malgré ces efforts, nombre de défis persistent, notamment le taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes, la faible participation des femmes à la population active, le faible engouement pour l'entrepreneuriat, la distorsion entre l'offre et la demande de capitaux pour le développement des Micros Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et un écosystème de l'appui à l'entrepreneuriat qui reste largement sous-performant. Les Micros Petites et Moyennes Entreprises, pour leur part, sont confrontées à des défis opérationnels pour survivre et se développer. Elles ont un accès limité aux marchés et font face à une concurrence rude.

À l'instar de plusieurs institutions internationales, l'ONG TechnoServe travaille depuis plus de 50 ans avec des entrepreneurs des pays en développement afin de créer des exploitations agricoles, des entreprises, des filières compétitives et contribuer à l'émergence d'un tissu entrepreneurial solide.

Fort de son expérience et en réponse aux défis précédemment énumérés, TechnoServe s'est vu confier par les Pays Bas et la Suisse, le programme d'appui à l'écosystème entrepreneurial béninois qui vise essentiellement, dans une approche de développement des systèmes de marché [Market System Development], à implanter des changements durables dans l'écosystème.

C'est à ce titre que la présente étude cartographique des acteurs de l'appui à l'entrepreneuriat a été initiée afin de :

- Répertorier les principaux acteurs de la chaîne de valeur de soutien à l'entrepreneuriat au Bénin ;
- Elargir la base de connaissance sur les fournisseurs de services de développement de l'entrepreneuriat au Bénin ;
- Mieux comprendre le marché de l'appui aux entreprises au Bénin avec un accent particulier sur l'offre de formation en démarrage - de formation en gestion d'entreprise - de conseil d'entreprise et coaching – et de services d'accès au marché, aux équipements, au financement et à l'information ;
- Identifier les causes des sous-performances de l'écosystème et proposer des mécanismes visant à rendre le secteur plus performant en le hissant à la hauteur des ambitions de développement du secteur privé béninois.

Cette étude cartographique présente un recensement des structures d'appui à l'entrepreneuriat existantes et leur répartition géo-spatiale, analyse les types de services offerts, les clients cibles et la qualité des services offerts. L'étude examine par ailleurs, la réputation des structures du point de vue des clients. Au plan structurel, l'analyse de la cartographie des structures d'appui à l'entrepreneuriat vise à apprécier la viabilité et la durabilité des modèles économiques des acteurs du marché de même qu'à définir les axes stratégiques pour relever les défis existants et accroître l'efficacité des dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat.

- Le concept de Structure d'Appui à l'Entrepreneuriat ou Structure d'Encadrement des Entreprises [SAE] est vu dans le présent rapport au sens large de toute structure qui exerce des activités d'appui à l'entrepreneuriat conformément à ses statuts. **Ce concept n'intègre pas dans le cadre de la présente étude, les critères de labellisation ou de certification que l'Administration Béninoise en charge de la Coordination et de la réglementation des interventions d'appui à l'entrepreneuriat pourrait définir pour catégoriser les SAE ou qui serve de base pour l'attribution de marchés publics.**

La présente cartographie se veut suffisamment exhaustive afin d'apprécier le potentiel existant et les déséquilibres géographiques qui entravent le développement économique de plusieurs communes du Bénin.

## Liste des Sigles et Acronymes

ADAPAMI	Projet d'Appui au Développement, à la Professionnalisation et à l'Assainissement de la Micro finance
ADPME	Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
ARCH	Projet Assurance pour le Renforcement du Capital Humain
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
BDS	Business Development Services
BIT	Bureau International du Travail
CCIB	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
CISAE	Comité d'Identification des Structures d'Appui et d'Encadrement des PME/PMI (CISAE-PME/PMI Bénin).
CGA	Centres de Gestion Agréés
GERME	Gérer Mieux votre Entreprise
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GRH	Gestion des Ressources Humaines
IMF	Institution de Micro Finance
INSAE	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique
IOB	Intermédiaires en Opérations Bancaires
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MPME	Micro Petites et Moyennes entreprises
MPMEPE	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et Moyennes Industries
PRODIJ	Projet d'Inclusion des Jeunes
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
REB	Réseau Entreprendre Bénin
RH	Ressources Humaines
SAE	Structure d'Appui aux Entreprises
SARL	Société Anonyme à Responsabilité Limitée
SDE	Services de Développement des Entreprises
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TPE	Très Petite Entreprise
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition des SAE par catégories	17
Tableau 2 : Acteurs des services connexes aux entreprises	17
Tableau 3 : Répartition des SAE par catégories et réseau	18
Tableau 4 : Répartition par segment d'intervention des Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat	20
Tableau 5 : Répartition géographique des Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat	22
Tableau 6 : Les Offres d'accès aux compétences	28
Tableau 7 : Analyse des Offres de formation en entrepreneuriat et services de soutien technique	30
Tableau 8 : Liste des acteurs de l'accès au marché	37
Tableau 9 : Liste des acteurs de l'accès aux équipements	40
Tableau 10 : Liste des acteurs de l'accès à l'information	44
Tableau 11 : Liste des Banques au Bénin	46
Tableau 12 : Nombre de points de services des SFD (agences, guichets ou bureaux secondaires)	48
Tableau 13 : Offreurs non traditionnels de capitaux	50
Tableau 14 : Analyse du système de marché d'accès aux compétences entrepreneuriales	53
Tableau 15 : Principales contraintes en matière d'accès au financement	56
Tableau 16 : Principales contraintes en matière d'accès au marché	58
Tableau 17 : Principales contraintes en matière aux équipements	59
Tableau 18 : Principales contraintes en matière d'accès à l'information	60

## Liste des Figures

Figure 1 : Paysage des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin	15
Figure 2 : Typologie des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin	18
Figure 3 : Répartition par segment d'intervention des Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat	20
Figure 4 : Acteurs du marché d'accès aux compétences entrepreneuriales	53



# Résumé Exécutif

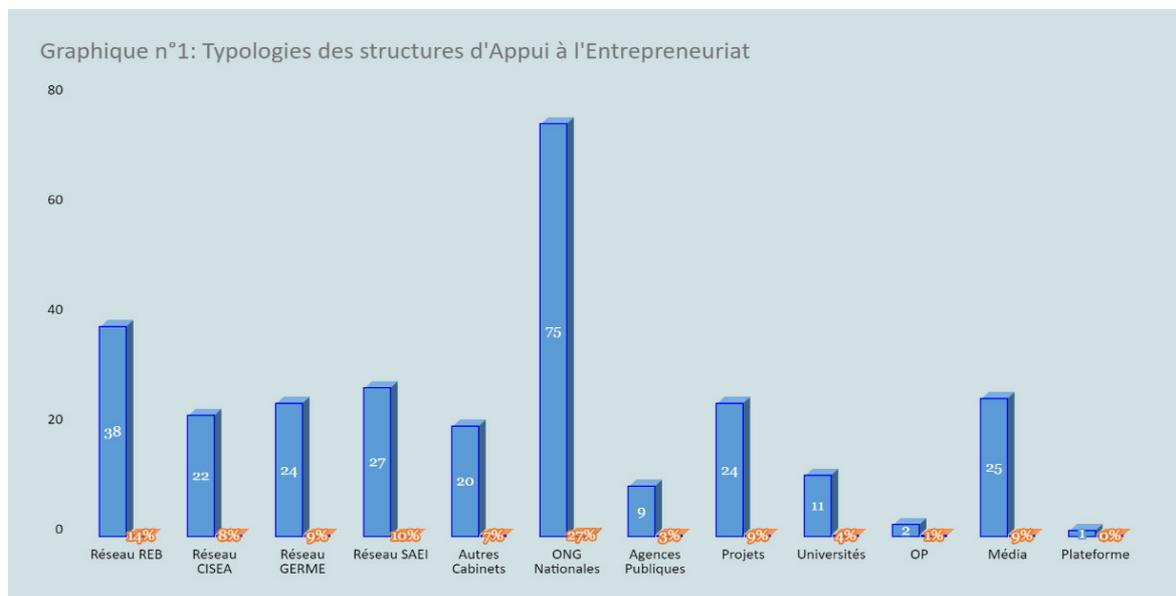
## Résumé Exécutif

1. L'étude cartographique des structures d'Appui à l'entrepreneuriat opérant en République du Bénin, a eu pour objectif principal, d'identifier la typologie des services de développement des entreprises offerts, y compris leurs forces et leurs faiblesses et les facteurs affectant les forces et les faiblesses, du point de vue des acteurs et de leurs clients. Cette étude s'est concentrée sur les différents acteurs qui fournissent les services d'appui aux Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME), et sur l'analyse de la durabilité opérationnelle et financière des dispositifs actuels.
2. Pour atteindre les objectifs précédemment cités, l'étude cartographique de l'écosystème béninois des structures d'appui à l'entrepreneuriat s'est basée sur **(i) une recherche documentaire pour collecter les informations sur les études antérieures, les acteurs existants et les services offerts, (ii) une enquête de terrain par des interviews semi-directifs avec les différents acteurs recensés (cabinets privés, réseaux professionnels, ONG, centres de formation, projets, agences publiques, universités etc...)** et **(iii) analyse des systèmes de marchés des différentes chaînes de valeurs de l'appui à l'entrepreneuriat pour en identifier les éventuels dysfonctionnements et entrevoir des axes d'interventions écosystémiques potentielles nécessaires pour rendre plus performants les services de soutien aux MPME au Bénin.**
3. Le concept de Structure d'Appui à l'Entrepreneuriat ou Structure d'Encadrement des Entreprises [SAE] est vu dans le présent rapport au sens large de toute structure qui exerce des activités d'appui à l'entrepreneuriat conformément à ses statuts. Ce concept n'intègre pas dans le cadre de la présente étude, les critères de labellisation ou de certification que l'Administration Béninoise en charge de la Coordination et de la réglementation des interventions d'appui à l'entrepreneuriat pourrait définir pour catégoriser les SAE ou qui servent de base pour l'attribution de marchés publics. Au sens strict, les structures d'appui à l'entrepreneuriat se définissent comme « une organisation qui offre toute prestation qui constitue ou crée un environnement propice à l'éclosion et au développement des entreprises » et l'écosystème des structures de soutien aux entreprises représente le contexte dans lequel les différentes parties prenantes opèrent comprenant l'environnement commercial, politique et institutionnel.
4. Vue panoramique de l'écosystème des structures d'appui à l'entrepreneuriat : Ces dernières années, L'écosystème des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin s'est considérablement développé avec une augmentation du nombre des intervenants et une mise en œuvre croissante des programmes d'entrepreneuriat. Bien qu'il s'agisse d'une évolution positive du point de vue quantitatif, cela a conduit à la fragmentation géographique de l'écosystème (déséquilibre dans la répartition géo spatiale, dysfonctionnement des marchés etc.), et a rendu plus complexe la coordination entre le gouvernement, les donateurs et le secteur privé.

Au 31 décembre 2022, le Bénin compte une variété de structures qui opèrent dans la chaîne de valeur de l'appui à l'entrepreneuriat. Les structures identifiées ont été classées par type d'organisation et en fonction du soutien qu'elles peuvent fournir ou fournissent aux entreprises. Le profilage de ces structures permet de distinguer d'une façon générale les acteurs publics, parapublics et privés auxquels s'ajoutent les entités de support technique.

L'exercice de cartographie des structures d'appui à l'entrepreneuriat a permis d'identifier au sens de structures offrant des services de développement des entreprises au moins **278** acteurs opérant dans cette chaîne de valeur au Bénin. Ces structures peuvent être classées en cinq principaux domaines en fonction de la nature du soutien fourni aux entreprises à savoir (i) l'accès aux compétences et supports techniques, (ii) l'accès au marché, (iii) l'accès au financement, (iv) l'accès aux équipements et (v) l'accès aux informations qui sont régulés par le support politique en charge de la réglementation du secteur.

Nombre des acteurs répertoriés sont organisés en réseau de structures d'appui à l'entrepreneuriat en fonction de nature de leurs mandats communs ou méthodologie commune ou encore en fonction des exigences des pourvoyeurs de marchés dans le secteur. Ces réseaux sont complétés par les autres acteurs individuels.



Comme l'indique le graphique n°1 ci-dessus la typologie détaillée des acteurs répertoriés se présente comme suit :

- Le réseau GERME Bénin dont l'offre de service est basée sur la méthodologie Gérez Mieux votre Entreprise du Bureau International du Travail (BIT) avec **[24] membres actifs** (cabinets privés et ONG)
- Le réseau Entreprendre Bénin (REB) qui regroupe divers cabinets privés et ONG avec des méthodologies variées **[38 membres]** ;
- Le réseau CISEA constitué des cabinets privés et ONG sélectionnés par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la facilitation de la recherche de financement pour les Petites et Moyennes Entreprises qui compte **[22 membres (cabinets privés et ONG)]**;
- Le réseau des SAEI qui regroupe des cabinets privés et ONG promus par le projet Digiboost de Enabel dont l'offre de service est majoritairement orientée vers l'appui aux projets numériques avec **[27] cabinets privés et ONG**;
- Les cabinets privés individuels **[20 structures]**,
- Les ONG nationales **[75 structures]**
- Les projets et ONG internationales **[24 structures]**
- Les Agences et Organismes publics **[9 structures]**
- Les Incubateurs et accélérateurs en milieu universitaire **[11]**
- Les structures d'accès à l'information **[25]**
- Les organisations socio-professionnelles **[2]** et
- Les plateformes **[1]**

Outre ces principaux acteurs, on dénombre les acteurs spécifiques de soutien technique que sont les cabinets d'expertise comptable, les centres de gestion agréés dont l'offre porte essentiellement sur l'assistance à l'élaboration des états financiers et la recherche de financement.

Quelques rares médias sont aussi présents avec des activités dédiées à la promotion de l'entrepreneuriat assurant ainsi la facilitation de l'accès à l'information et aussi des plateformes de e-commerce qui facilitent l'accès au marché.

Enfin on note les acteurs du financement que sont les banques, les institutions de micro finance, les fonds de garantie, les investisseurs et les intermédiaires financiers.

4. De l'analyse des données collectées et du système des marchés des chaînes de valeur de l'appui à l'entrepreneuriat, il ressort que :

- a) L'écosystème de l'appui à l'entrepreneuriat au Bénin reste fortement dominé par les subventions de l'Etat et des donateurs alors qu'il devrait fonctionner comme dans un mécanisme de marché, gage de toute durabilité et pérennité. Les donateurs et les organismes publics devraient agir en tant que facilitateur d'une augmentation soutenue de la demande et de l'offre de services. Les subventions offertes par les projets et les Partenaires techniques et financiers créent une concurrence avec les structures d'appui aux entreprises et handicapent le développement du marché des services aux entreprises.
- b) Les lacunes et les déficiences de l'écosystème BDS sont le reflet d'un modèle BDS axé sur l'offre qui a eu un impact négatif sur la performance des fournisseurs de BDS, créant ainsi une culture omniprésente de la réticence des MPME à payer pour les services BDS. Les MPME se regroupent dans le but d'obtenir des financements de tous les programmes BDS et ne prêtent pas une attention particulière aux interventions visant à développer leurs activités.
- c) Bien que l'offre dominante soit l'accès aux compétences, seuls les projets d'envergure propose des services labélisés à fort impact.
- d) Les mécanismes de facilitation de l'accès au marché, l'accès aux équipements, et l'accès à l'information sont à repenser et à promouvoir car dans l'état actuel de l'écosystème, ces services sont faiblement assurés.
- e) L'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat actuel est axé sur l'offre, ce qui se traduit par l'octroi de subventions pour le paiement des services fournis aux MPME. La plupart des demandes de BDS des MPME dépendent de ces subventions. Cela crée des déséquilibres entre les SAE et les PME, ces dernières n'ayant pas toujours accès à des services de qualité auprès des fournisseurs.
- f) La qualité de l'offre de services est loin d'être satisfaisante, car la grande majorité des structures d'appui délivrent des services non labélisés et il n'existe pas en générale des données probantes pour attester de l'impact des services offerts exceptés, les projets des PTF et ONG internationales qui en disposent par obligation contractuelle.  
L'écosystème des fournisseurs de BDS mérite d'être renforcé afin qu'il soit axé sur la demande plutôt que sur l'offre, en plaidant pour la création d'une association nationale d'autoréglementation dans le secteur. Cela contribuera à établir des normes professionnelles, un code d'éthique, et potentiellement à accréditer les prestataires de BDS et à promouvoir les avantages associés à l'utilisation des services des prestataires de BDS.
- g) Nombre de programmes mettent l'accent sur le soutien à l'accès au financement avec pour conséquence un manque d'efficacité dans la sélection des entrepreneurs et des résultats très mitigés sur l'impact de l'accompagnement.
- h) Il manque un cadre institutionnel pouvant coordonner et définir des normes de qualité dans le secteur.
- i) Les programmes actuels financés par des donateurs n'investissent pas suffisamment dans le renforcement des capacités des SAE à développer des contenus ou des approches adaptés et efficaces au profit des MPME avec comme conséquences des SAE qui peinent à croître et à qui revient le mandat controverser d'accompagner des MPME dans leur croissance.
- j) Les segments d'accès au marché, aux équipements et à l'information sont à développer car il n'existe que quelques initiatives insuffisantes pour porter la croissance d'un secteur privé qui se veut performant.

k) Il existe très peu de données pour justifier l'impact des interventions des structures d'accompagnement sur les entreprises ; d'où la nécessité de mettre en place une politique de gestion des données relatives aux interventions des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin.

l) La plupart des structures d'appui à l'entrepreneuriat desservent le segment de la croissance des entreprises au détriment de la création d'entreprise. Le segment de la création d'entreprise est assuré par les projets et par quelques dispositifs universitaires et certaines ONG.

m) La plupart des structures privées d'appui à l'entrepreneuriat, sont elles-mêmes de petites entreprises individuelles qui peinent à croître, et qui reçoivent des mandats pour faire croître les MPME.

n) Environ 50% des SAE sont implantées à Cotonou, par conséquent les MPME des villes secondaires et des zones rurales ont un accès limité aux services de développement des entreprises.

o) L'une des principales faiblesses des SAE de type privé est leur manque de ressources humaines qualifiées et l'absence d'un itinéraire d'accompagnement certifié ou labellisé, ce qui affecte leur efficacité dans l'accompagnement des MPME et à développer le marché des services aux entreprises. Les organismes publics et autres facilitateurs (Partenaires Techniques et Financiers) devraient mettre en place un programme de professionnalisation et de croissance des SAE afin de garantir l'efficacité de l'accompagnement des entreprises.

p) La facilitation de l'accès au financement reste un défi au vu du faible taux de financement des MPME par les IMF et les Banques.

# 1. Introduction

**Contexte général:** Pourquoi se concentrer sur l'écosystème des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin?

La croissance économique enregistrée par le Bénin ces dernières années et les nombreuses réformes d'amélioration du climat des affaires en particulier dans le sous-secteur de la promotion entrepreneuriale ont engendré une évolution rapide du nombre des structures d'accompagnement et de financement des entreprises. Ces différentes structures d'appui à l'entrepreneuriat proposent des offres de services de plus en plus variées avec des résultats et un impact relativement disparates.

Par ailleurs, les défis de l'appui à l'entrepreneuriat sont encore importants [ le taux de formalisation des entreprises reste faible- l'accès au financement demeure très peu inclusif pour les petits producteurs et les petites entreprises, l'accès aux grands marchés et aux opportunités transfrontalières restent encore difficile, la plupart des petits entrepreneurs (plus de 97 % des entreprises du Bénin selon la Banque Mondiale) ne disposent ni de compétences ni d'un écosystème favorable pour sortir de l'entrepreneuriat de subsistance - les services des structures d'accompagnement des entreprises sont encore fortement non inclusifs- les structures d'encadrement des entreprises sont essentiellement concentrées dans le sud du Bénin - les dispositifs d'accompagnement à la création semblent en recul comparés aux dispositifs d'accélération- les prestataires de services financiers ne proposent généralement pas de produits adéquats ou appropriés pour les petits entrepreneurs - etc.]

Dans un contexte économique béninois qui fait face à de nouvelles exigences et de nouveaux défis pour un essor du secteur privé, il s'avère nécessaire de rendre plus performants les services de soutien à l'entrepreneuriat, gage de l'amélioration de l'efficacité de l'accompagnement des entreprises et de l'accroissement de l'impact des interventions au profit des entreprises. La réalisation d'un tel objectif passe par la connaissance des différents acteurs et le diagnostic de leur situation actuelle.

C'est dans cette optique que la présente cartographie des structures d'accompagnement des entreprises est réalisée aux fins de répertorier les différents intervenants pour une meilleure visibilité de leurs interventions. Cette cartographie vise par ailleurs, à analyser les performances de l'offre de soutien aux entreprises, de même que les possibilités de synergie pour un changement systémique au profit des entrepreneurs et de la communauté.

## Objectifs de l'étude :

Le but de cette cartographie des Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat au Bénin est d'identifier les acteurs de soutien à l'entrepreneuriat, de générer une compréhension approfondie du fonctionnement de l'écosystème et d'identifier des solutions pour accroître l'impact des interventions dans le secteur ;

De façon spécifique, les objectifs de l'étude sont de :

- Identifier et cartographier les différentes structures d'accompagnement des entreprises au Bénin;
- Analyser les offres de services existants en matière d'appui aux entrepreneurs (efficacité, impact dans l'écosystème des entrepreneurs)
- Analyser les mécanismes d'accompagnement (efficacité, intégralité de l'offre,)
- Effectuer un examen des partenariats/synergies (faire l'analyse de la relation existante entre les institutions soutenant les entrepreneurs)
- Identifier et analyser les insuffisances et les chevauchements dans l'écosystème des structures d'accompagnement des entrepreneurs
- Identifier les opportunités de simplification et d'amélioration de la coordination des synergies envisageables ;
- Identifier les meilleures pratiques et les leçons tirées et les comparer aux standards internationaux
- Faire des recommandations pour une amélioration de la réglementation et du fonctionnement de l'écosystème.

## Méthodologie et limites de l'analyse

Pour atteindre les objectifs précédemment cités, l'étude cartographique de l'écosystème béninois des structures d'appui à l'entrepreneuriat a été réalisée en utilisant les principales sources ci-après :

- Une recherche documentaire pour collecter les informations sur les études antérieures, les acteurs existants et les services offerts ;
- Une enquête de terrain par des interviews semi-directifs avec les acteurs (les cabinets privés, les centres de formation, structures financières, les universités etc...) ;
- L'analyse des systèmes de marchés des différentes chaînes de valeurs de l'appui à l'entrepreneuriat pour identifier les dysfonctionnements et identifier des axes d'interventions écosystémiques potentielles.

Les informations obtenues ont été analysées pour :

- i. Apprécier la typologie des différents acteurs répertoriés, leur maillage sur le territoire,
- ii. Identifier les offres de services présentes sur le marché et la perception des entrepreneurs par rapport aux services offerts,
- iii. Apprécier les modèles économiques des principaux acteurs en particulier ceux des structures privés d'appui à l'entrepreneuriat et leur durabilité,
- iv. Apprécier les dysfonctionnements du marché aux fins de disposer d'informations sur les principales caractéristiques de l'écosystème des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin qui nécessitent la définition d'axes stratégiques pour combler les gaps répertoriés.
- v. Identifier les types de relations existantes entre les différentes parties prenantes

Les informations recueillies ont permis d'apprécier les performances des structures d'appui à l'entrepreneuriat au regard des standards admis en matière de meilleures pratiques de services de soutien à l'entrepreneuriat.

L'analyse a impliqué la collecte de données provenant de sources primaires et secondaires entre juin et septembre 2022. Les données primaires ont été collectées par le biais d'entretiens avec des acteurs de l'écosystème et d'entretiens approfondis avec les principaux responsables des Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat et ainsi que les institutions de soutien aux MPME identifiées dans l'écosystème.

Par ailleurs, des discussions de groupe ciblées ont été menées auprès des entrepreneurs pour collecter des données relatives à l'analyse de la qualité des prestations offertes par les SAE. Des questions spécifiques ont été abordées lors des entretiens, telles que les caractéristiques socio-économiques des prestataires de Services de Développement aux Entreprises (SDE) ; les mécanismes de paiement ; la demande de services des MPME; et la facilitation des programmes de BDS par les donateurs, le gouvernement et le secteur privé.

## Champ de la Cartographie

La présente cartographie est centrée sur les chaînes de valeurs des services d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin. Les acteurs ciblés ont été répertoriés sur l'ensemble des douze (12) départements du Bénin. De nombreux prestataires de Services de Développement aux Entreprises (SDE) et institutions d'appui aux MPME ont été enquêtés.

## Présentation du rapport

Ce rapport s'articule en cinq chapitres dont le premier porte sur le contexte général de l'étude et la méthodologie suivie, en particulier, les éléments d'analyse, les moyens de collecte et du traitement des informations. Le deuxième chapitre décrit la présentation de l'écosystème des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin avant d'aborder le troisième chapitre qui décrit l'analyse des Services de Développement aux Entreprises. Le chapitre 4 présente les dysfonctionnements du marché des Services d'Appui à l'entrepreneuriat. Enfin, le chapitre 5 présente les principales conclusions de la cartographie des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin et identifie les principales recommandations pour un écosystème plus performant au service d'un secteur privé porteur d'une croissance économique durable.

## 2. Présentation de l'écosystème des Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat au Bénin

### 2.1 Vue panoramique de l'Écosystème des structures d'Appui à l'Entrepreneuriat

Le Bénin compte une variété de structures qui opèrent dans la chaîne de valeur de l'accompagnement des entrepreneurs potentiels et des entreprises existantes. Le profilage de ces structures permet de distinguer d'une façon générale :

- les structures publiques et parapubliques qui sont des organismes et agences de l'Etat qui servent de support politique et qui sont en charge de la réglementation du secteur.
- les structures privées et les entités de support qui sont essentiellement représentées par les cabinets privés et les Organisations Non Gouvernementales nationales,
- les projets mis en œuvre par les Organisations non Gouvernementales internationales et les Partenaires Techniques Financiers et
- les structures du système financier.

Ces différentes structures peuvent être classées dans cinq principaux domaines en fonction de la nature du soutien fourni à savoir

1. **l'accès aux compétences et supports techniques,**
2. **l'accès au marché**
3. **l'accès au financement,**
4. **l'accès aux équipements**
5. **l'accès aux informations**

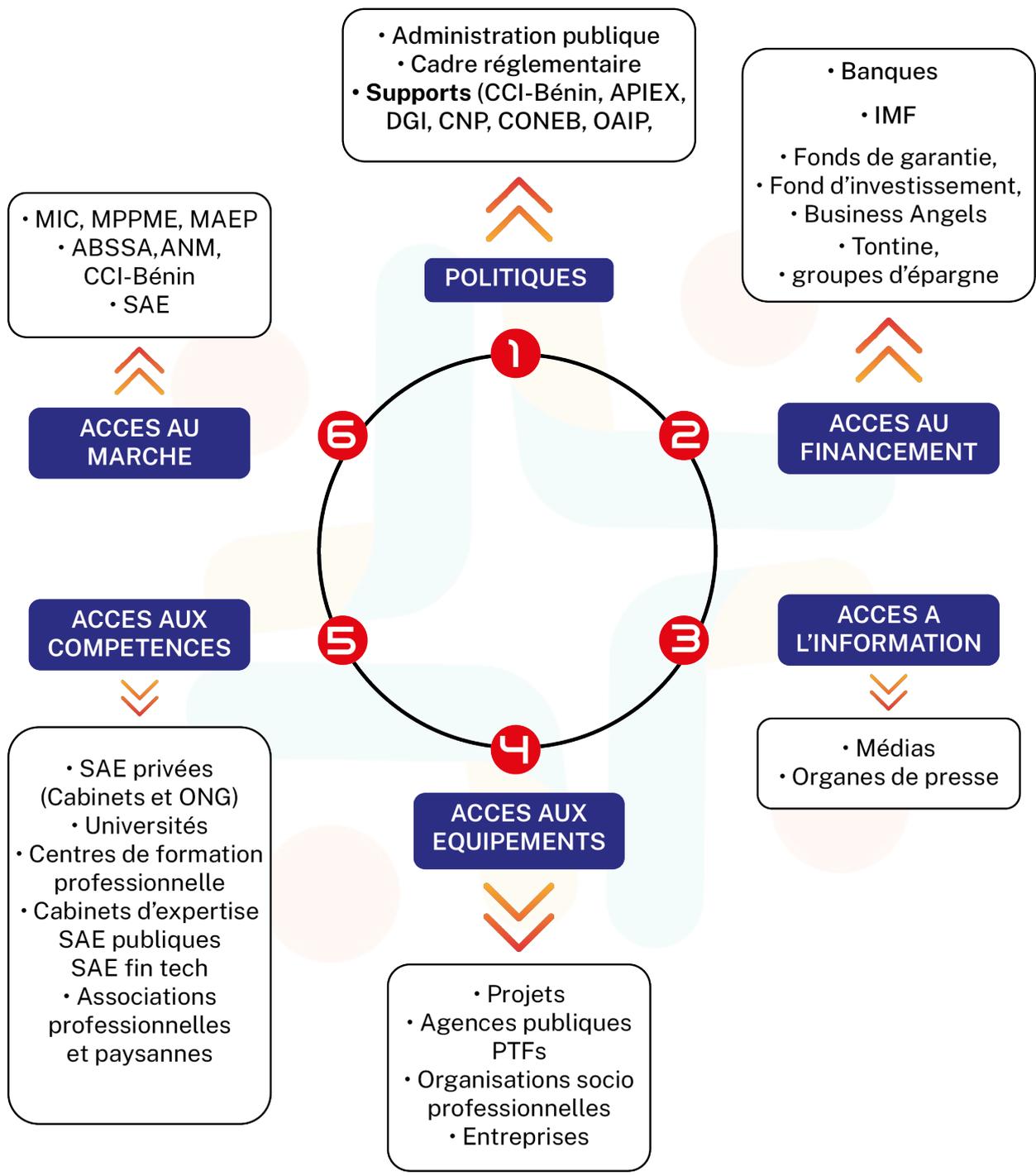


Figure 1: Paysage des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin

## 2.2 Typologie des Structures d'Accompagnement des Entreprises au Bénin

Les services de soutien à l'entrepreneuriat font référence à la fourniture d'informations, de connaissances, de compétences et d'infrastructures, ainsi qu'à l'accès à des conseils sur les divers aspects relatifs à la création et au développement d'une entreprise.

Au 31 décembre 2022, le Bénin compte une variété de structures qui opèrent dans la chaîne de valeur de l'appui à l'entrepreneuriat. Les structures identifiées ont été classées par type d'organisation et en fonction du soutien qu'elles peuvent fournir ou fournissent aux entreprises. Ces structures peuvent être classées en cinq principaux domaines en fonction de la nature du soutien fourni aux entreprises à savoir (i) l'accès aux compétences et supports techniques, (ii) l'accès au marché, (iii) l'accès au financement, (iv) l'accès aux équipements et (v) l'accès aux informations qui sont régulés par le support politique en charge de la réglementation du secteur.

L'exercice de cartographie des structures d'appui à l'entrepreneuriat a permis d'identifier au moins deux cent soixante-dix-huit (278) structures offrant des services de développement des entreprises. Les 276 acteurs répertoriés regroupent les fournisseurs privés de Service de Développement des Entreprises (SDE), les ONG nationales, les projets des Partenaires Techniques et Financiers, les organismes publics, les universités et les organisations socio-professionnelles. Comme le montre le tableau n°1: Répartition des SAE par catégories, Il existe au moins huit (8) différents types de structures de soutien à l'entrepreneuriat au Bénin.

En dehors des Structures offrant des Services de Développement des Entreprises (SDE), il existe d'autre acteurs de soutien technique offrant des services connexes aux entreprises ont été dénombré pour un effectif de 97 pour les structures de financement et 96 pour les Cabinets d'expertise comptable et centres de gestion agréés.

Ces 278 acteurs regroupent des structures ayant pour cœur de métier les activités de Business Development Service ou de promotion des activités d'appui à l'entrepreneuriat au sens strict. Cet effectif n'inclut donc pas les acteurs de services connexes aux entreprises comme les Cabinets d'Expertise Comptable, les Institutions de financement, les fonds de garantie etc. Cependant leurs activités complètent la chaîne des services dont les entreprises ont besoin pour leur développement.

**Tableau 1: Répartition des SAE par catégories**

Les structures de soutien à l'entrepreneuriat au Bénin	Effectifs
Cabinets privés et ONG en réseau	111
Autres Cabinets	20
ONG nationales	75
Agences publics	09
Projets/ONG internationales	24
Universités	11
OP	02
Média	25
Plateforme	01
<b>Total</b>	<b>278</b>

**Tableau 2: Acteurs des services connexes aux entreprises**

Acteurs de services techniques connexes aux entreprises	Structure de Financement	Effectifs
	Banques	14
	SFD	52
	Fonds de garantie	05
	Investisseurs	21
	Intermédiaires financiers	05
	<b>Total</b>	<b>97</b>
	Autres acteurs de soutien technique	Effectifs
	Cabinets d'expertise Comptable	92
	Centres de gestion agréés	04
<b>Total</b>	<b>96</b>	

**Source : enquête de terrain réalisé par BeniBiz d'août à décembre 2022**

Nombre de cabinets privés et d'Organisation Non Gouvernementales (ONG) répertoriés, sont organisés en réseau de structures d'appui à l'entrepreneuriat en fonction de la nature de leurs mandats communs ou du partage d'une méthodologie commune ou encore en fonction des exigences des pourvoyeurs de marchés publics. Ces réseaux sont complétés par les autres acteurs individuels. Ainsi au moins six (6) réseaux de structures d'appui à l'entrepreneuriat ont été identifiés à savoir :

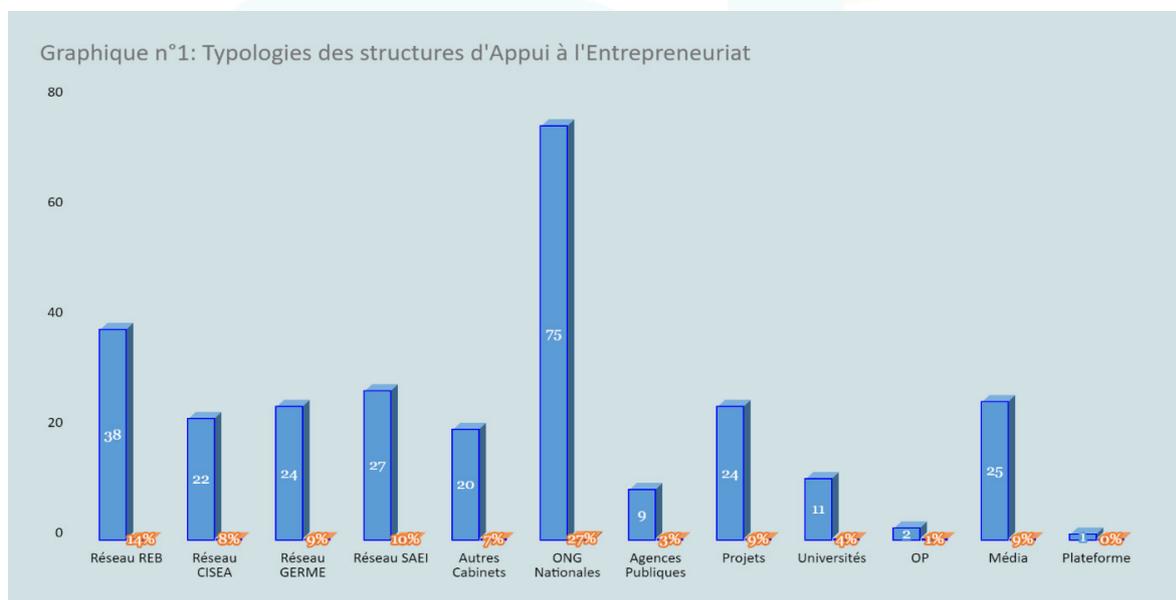
- a. Le réseau Gérez **Mieux votre Entreprise (GERME-Bénin)** qui regroupe l'ensemble des SAE ayant en commun l'usage de la méthodologie GERME du Bureau International du Travail (BIT) et disposant d'un système de certification ;
- b. Le **Réseau Entreprendre Bénin (REB)** qui regroupe divers cabinets privés et ONG avec des méthodologies variées et disposant des offres d'appui à l'entrepreneuriat ;
- c. Le réseau "Comité d'Identification des Structures d'Appui et d'Encadrement" des PME (CISAE) constitué des cabinets privés et ONG sélectionnés par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le cadre de la facilitation de la recherche de financement pour les Petites et Moyennes Entreprises ;
- d. Le réseau des Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat Innovant (SAEI) qui regroupe des cabinets privés et ONG promus par le projet Digiboost de Enabel et dont l'offre de service est majoritairement orientée sur l'appui aux projets de type numérique ;
- e. Le Réseau National de la société civile pour la promotion de l'Entrepreneuriat et l'Emploi des Jeunes (ReNEJ) ;
- f. Le réseau " Cercle National des ONG du Bénin-CeN-ONG ayant des regroupements sectoriels d'appui à l'artisanat, à l'agriculture, à la santé etc.

Comme l'indique les tableau n°3 et graphique n°1 ci-dessus la typologie détaillée des acteurs répertoriés se présente comme suit :

**Tableau 3: Répartition des SAE par catégories et réseau**

	Les structures de soutien à l'entrepreneuriat au Bénin		Effectifs	%
<b>Acteurs en Réseaux</b>	Réseau Entreprendre Bénin	Réseau REB	38	14%
	Réseau CISAE	Réseau CISEA	22	8%
	Réseau GERME	Réseau GERME	24	9%
	Réseau des SAEI	Réseau SAEI	27	10%
<b>Acteurs non en réseau</b>	Autres Cabinets privés	Autres Cabinets	20	7%
	ONG nationales	ONG nationales	75	27%
	Agences & Organismes publics	Agences publics	9	3%
	Projets/ONG internationales	Projets/ONG internationales	24	9%
	Incubateurs universitaires	Universités	11	4%
	Organisations socio-professionnelles	OP	2	1%
	Média	Média	25	9%
	Plateforme	Plateforme	1	0%
<b>Total</b>			<b>278</b>	<b>100%</b>

**Figure 2: Typologie des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin**



Source : Enquête de terrain réalisé par BeniBiz de août à décembre 2022

La chaîne de valeur de l'appui à l'entrepreneuriat au Bénin est fortement dominée par les structures de type privé en particulier les cabinets privés et les organisations non gouvernementales qui représentent environ 75% de l'effectif total des intervenants du secteur. Les structures privées en majorité se regroupent dans des réseaux professionnels dont la proportion s'établit à 40% de l'effectif total des structures de soutien à l'entrepreneuriat, ensuite viennent les ONG qui représentent 26% des acteurs puis projets et les médias.

De façon plus spécifique, on distingue :

1. Le réseau GERME Bénin dont l'offre de service est basée sur la méthodologie Gérez Mieux votre Entreprise du Bureau International du Travail (BIT) avec [24] membres actifs (cabinets privés et ONG)
2. Le réseau Entreprendre Bénin (REB) qui regroupe divers cabinets privés et ONG avec des méthodologies variées [38] membres ;
3. Le réseau CISAE constitué des cabinets privés et ONG sélectionnés par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la facilitation de la recherche de financement pour les Petites et Moyennes Entreprises qui compte [22] membres (cabinets privés et ONG);
4. Le réseau des SAEI qui regroupe des cabinets privés et ONG promus par le projet Digiboost de Enabel dont l'offre de service est majoritairement orientée vers l'appui aux projets numériques avec [27] cabinets privés et ONG;
5. Les cabinets privés individuels [20 structures],
6. Les ONG nationales [75 structures]
7. Les projets et ONG internationales [24 structures]
8. Les Agences et Organismes publics [9 structures]
9. Les Incubateurs et accélérateurs en milieu universitaire [11]
10. Les structures d'accès à l'information [25]
11. Les organisations socio-professionnelles [2] et
12. Les plateformes [1]

Le paysage des structures d'appui à l'entrepreneuriat est fortement dominé par les cabinets privés, les ONG, les projets des partenaires techniques et financiers et les agences et organismes publics. Les Services de Développement aux Entreprises (SDE) au Bénin sont en grande partie offerts par des cabinets privés en réseau (40%), des ONG (26%) et les projets (9%).

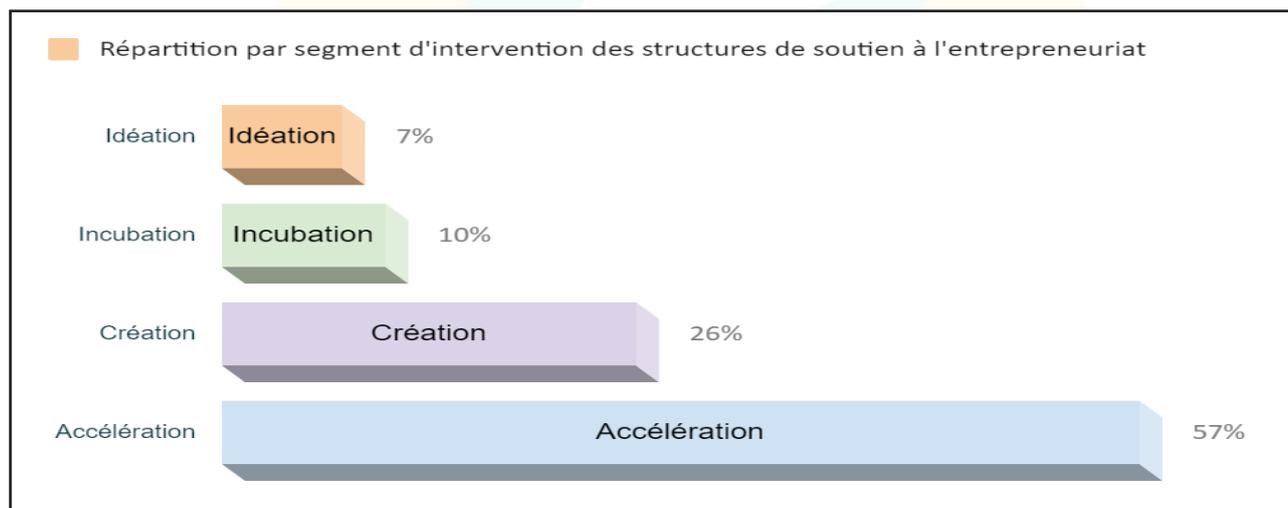
### **2.3. Segment d'intervention des Structures d'accompagnement au Bénin**

Comme l'indiquent les Tableau n°4 et graphique n°2 ci-dessous, environ 60% des structures d'accompagnement s'intéressent au segment de l'accélération des entreprises contre 26% pour la création d'entreprise, et respectivement 10% et 7% pour l'incubation et l'idéation. Ceci traduit un faible engouement aux segments d'idéation et d'incubation des entreprises et un contraste avec les nobles objectifs de l'appui à l'employabilité et l'autonomisation des jeunes et des femmes.

**Tableau 4: Répartition par segment d'intervention des Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat**

Typologies de structures	Segments d'intervention				Nombre
	Idéation	Incubation	Création	Accélération	
Réseau Entreprendre Bénin	02	08	14	27	51
Réseau CISEA	00	00	01	22	23
Réseau GERME	00	00	15	21	36
Réseau des SAEI	12	11	00	04	27
Autres cabinets privés	00	00	00	22	22
ONG nationales	09	01	42	44	96
Agences & organismes publics	01	01	05	06	13
Projets/ONG Internationales	02	03	09	22	36
Incubateurs universitaires	00	11	02	02	15
Organisations socio-professionnelles	00	00	01	01	02
Média	00	00	00	25	25
Plateforme	00	00	00	01	01
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>35</b>	<b>89</b>	<b>197</b>	<b>347</b>
<b>Pourcentage (%)</b>	<b>07%</b>	<b>10%</b>	<b>26%</b>	<b>57%</b>	<b>---</b>

Source : Enquête de terrain réalisé par BeniBiz août à décembre 2022



Source : Enquête de terrain réalisé par BeniBiz août à décembre 2022

## 2.4 Couverture géographique

Le tableau n°5 ci-dessous retrace la représentation des structures d'appui à l'entrepreneuriat à travers le territoire national et fait ressortir les grandes tendances ci-après :

- A. **68%** des cabinets privés du réseau **Entreprendre** Bénin sont concentrés dans le Littoral contre 11% dans le Zou, 8% dans les Collines, 5% dans l'Ouémé et l'Atlantique, 3% dans le Borgou et 0% dans les autres départements.
- B. **86%** des cabinets privés réseau **CISAE** sont concentrés dans le Littoral contre 5% dans le zou, l'atlantique et le Borgou et 0% dans les autres départements.

- C. **50%** des structures du réseau **GERME- Bénin** sont concentrés dans le Littoral contre 8% dans le Borgou et l'Atacora, 4% dans l'Atlantique, le Mono et la Donga, 13% dans l'Ouémé, 8% dans le Zou et 0% dans les autres départements.
- D. **56%** des structures du réseau **SAEI-Bénin** sont concentrés dans le Littoral contre 22% dans le Borgou, 4% dans l'Atacora, l'Atlantique, l'Ouémé et l'Alibori, 7% dans les collines, et 0% dans les autres départements
- E. Les cabinets privés non membres des réseaux professionnels sont représentés dans les proportions de **55%** dans le Littoral contre 9% dans l'Ouémé et l'Atlantique, 5% dans l'Alibori, l'Atacora, la Donga, le Mono et le Zou, et 0% dans les autres départements.
- F. Les **ONG nationales** sont représentées comme suit 25% dans le Borgou, 15% dans l'Alibori, 13% dans l'Atlantique, 18% dans l'Ouémé, 11% dans le Mono, 6% dans le Littoral 4% dans la Donga et le Zou, et 1% dans le Couffo et l'Atacora.
- G. **100%** des agences publiques ont leurs sièges dans le littoral.
- H. **79%** des projets des ONG internationales ont leur siège dans le littoral contre 13% dans le Borgou, 4% dans le Zou et les collines, et 0% dans les autres départements
- I. **42%** des Incubateurs et **Accélérateurs universitaires** sont concentrés dans l'Atlantique contre 8% dans le Borgou, 17% dans le Littoral et l'Ouémé, 8% dans le Mono et le Zou et 0% dans les autres départements

Les organisations socio professionnelles se répartissent équitablement entre l'Atlantique et le Borgou.

Les structures d'accès à l'information se répartissent à raison de 20% dans l'Atlantique, 16% dans le Borgou, 44% dans le littoral, 8% dans le Mono, 4% dans l'Ouémé et 0% dans les autres départements

**Au vu des données ci-dessus les principales conclusions suivantes peuvent être tirées :**

- La répartition géo-spatiale des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin fait ressortir une forte concentration des acteurs dans le littoral (46%) contre 13% dans le Borgou, 10% dans l'Atlantique, 9% dans l'Ouémé, 5% dans le Zou, le Mono et l'Alibori, 4% dans les Collines, 2% dans la Donga et dans l'Atacora
- Le taux global de pénétration démographique des services d'appui à l'entrepreneuriat (proximité des services vis-à-vis des populations/entrepreneurs) reste faible
- Les départements du plateau et du Couffo disposent de très peu de structures de soutien à l'entrepreneuriat
- La répartition géographique des structures d'appui à l'entrepreneuriat ne favorise pas le développement économique équilibré et accentue les inégalités sociales.
- Les services d'appui à l'entrepreneuriat sont quasiment inexistantes dans les administrations communales qui constituent le premier niveau de service public à la population
- Le taux global de pénétration démographique des services d'appui à l'entrepreneuriat [proximité des services vis-à-vis des populations/entrepreneurs] reste faible.



des structures de soutien à l'entrepreneuriat sont situées dans le littoral.

**Tableau 5: Répartition géographique des Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat**

Catégorie des structures d'appui à l'entrepreneuriat	Alibori		Atacora		Atlantique		Borgou		Collines		Couffo		Donga		Littoral		Mono		Ouémé		Plateau		Zou		Total	
	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%	Eff	%
Réseau Entreprendre Bénin	0	0%	0	0%	2	5%	1	3%	3	8%	0	0%	0	0%	26	68%	0	0%	2	5%	0	0%	4	11%	38	100%
Réseau CISEA	0	0%	0	0%	1	5%	1	5%	0	0%	0	0%	0	0%	19	86%	0	0%	0	0%	0	0%	1	5%	22	100%
Réseau GERME	0	0%	2	8%	1	4%	2	8%	0	0%	0	0%	1	4%	12	50%	1	4%	3	13%	0	0%	2	8%	24	100%
Réseau des SAEI	1	4%	1	4%	1	4%	6	22%	2	7%	0	0%	0	0%	15	56%	0	0%	1	4%	0	0%	0	0%	27	100%
Autres Cabinets privés	1	5%	1	5%	2	9%	0	0%	1	5%	0	0%	1	5%	12	55%	1	5%	2	9%	0	0%	1	5%	22	100%
ONG nationales [ y compris Réseaux des ONG ReNEJ, CeNONG ]	11	15%	1	1%	9	13%	18	25%	1	1%	1	1%	3	4%	4	6%	8	11%	13	18%	0	0%	3	4%	72	100%
Agences & Organismes publics	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	8	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	8	100%
Projets/ONG internationales	0	0%	0	0%	0	0%	3	13%	1	4%	0	0%	0	0%	19	79%	0	0%	0	0%	0	0%	1	4%	24	100%
Incubateurs et Accélérateurs des Universités	0	0%	0	0%	5	42%	1	8%	0	0%	0	0%	0	0%	2	17%	1	8%	2	17%	0	0%	1	8%	12	100%
Organisations socio-professionnelles	0	0%	0	0%	1	50%	1	50%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	2	
Média	0	0%	0	0%	5	20%	4	16%	2	8%	0	0%	0	0%	11	44%	2	8%	1	4%	0	0%	0	0%	25	100%
<b>Total</b>	<b>13</b>		<b>5</b>		<b>27</b>		<b>37</b>		<b>10</b>		<b>1</b>		<b>5</b>		<b>128</b>		<b>13</b>		<b>24</b>		<b>0</b>		<b>13</b>		<b>276</b>	
%	<b>5%</b>		<b>2%</b>		<b>10%</b>		<b>13%</b>		<b>4%</b>		<b>0%</b>		<b>2%</b>		<b>46%</b>		<b>5%</b>		<b>9%</b>		<b>0%</b>		<b>5%</b>		<b>100%</b>	

## 2.5 Présentation des structures d'appui à l'entrepreneuriat et leurs offres

### 2.5.1 Les structures privées d'appui à l'entrepreneuriat

Les structures privées de soutien à l'entrepreneuriat regroupent les cabinets et les Organisations non gouvernementales qui sont constitués en réseaux de même que ceux n'appartenant à aucun réseau.

Les réseaux les plus connus sont le réseau Entreprendre Bénin, le réseau CISAE, le réseau GERME-BENIN, et le réseau des SAEI, qui sont à dominance constitués de cabinets privés. Au titre des Organisations Non Gouvernementales, deux (02) réseaux ont été répertoriés à savoir le Réseau National de la société civile pour la promotion de l'Entrepreneuriat et l'emploi des Jeunes (ReNEJ) qui compte cent vingt-trois (123) membres et le réseau " Cercle National des ONG du Bénin-CeN-ONG ayant des regroupements sectoriels d'appui à l'artisanat, à l'agriculture, à la santé etc.

Les tableaux de l'annexe 2 présente la liste des structures privées d'appui à l'entrepreneuriat avec leur domaines d'activités et leurs localisations géographiques.

#### a. Le Réseau Entreprendre Bénin (REB)

Le réseau "Entreprendre Bénin" compte 38 membres regroupant des cabinets privés, des organisations non gouvernementales et des entités spécifiquement dédiés à la pré-incubation et l'incubation des entreprises.

31% des membres du "Réseau Entreprendre Bénin" se positionnent sur l'offre de service de formation et d'accompagnement à l'idéation/incubation et la création d'entreprise contre 23% sur la formation et l'accompagnement à la croissance d'entreprise, 20% sur le Conseil d'entreprise et 11% sur la réalisation d'études diverses. Environ 70% des membres du "Réseau Entreprendre Bénin" sont basés dans le littoral et 11% dans le Zou.

#### b. Le Réseau " Gérez Mieux votre Entreprise" GERME Bénin

Il s'agit du réseau de cabinets et ONG certifiés sur la méthodologie "Gérez Mieux votre Entreprise" promue par le Bureau International du Travail (BIT) dans le cadre de ses programmes d'appui l'employabilité et à l'auto emploi. Ce réseau compte 24 membres actifs dénombrés sur la plateforme gateway<sup>1</sup> du BIT. 36% des membres du "Réseau GERME Bénin" se positionnent sur l'offre de service de formation et d'accompagnement à la création d'entreprise contre 18% sur la formation et l'accompagnement à la croissance d'entreprise, et 45 % la réalisation d'études diverses.

Le réseau Gérez Mieux votre entreprise est relativement mieux réparti entre les départements bien que 50% de ses membres soient dans le littoral. En effet, on retrouve les autres membres dans les proportions de 8% dans l'Atacora, le Borgou et le Zou, contre 13 % dans l'Ouémé, 4% dans le Mono, la Donga, et l'Atlantique.

#### c. Le Réseau "Comité d'Identification des Structures d'Appui et d'Encadrement des PME"- CISAE

Ce réseau est constitué des cabinets privés et ONG sélectionnés par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le cadre de la facilitation de la recherche de financement pour les Petites et Moyennes Entreprises suite aux travaux du "Comité d'Identification des Structures d'Appui et d'Encadrement des PME.

Ce réseau compte 22 membres et leurs offres de service se répartissent comme suit : 42% sur la formation et l'accompagnement à la croissance d'entreprise, 21% sur la tenue de comptabilité et expertise comptable et 11 % sur l'intermédiation financière.

86% des membres du "Réseau CISAE Bénin" sont implantés dans le littoral. Nous avons ensuite le Zou, le Borgou et l'Atlantique dans la proportion de 5% chacune.

#### **d) Le Réseau des Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat Innovant -SAEI**

Il s'agit du réseau constitué par l'entremise des activités du projet Digboost de ENABEL. Ce réseau regroupe les cabinets privés et ONG et couvre à dominance des activités d'appui à l'entrepreneuriat innovant spécialement dans le numérique.

27 structures ont été répertoriées au titre de l'appartenance à ce réseau dont 40% sont sur l'incubation d'entreprise, 20% sur l'accélération de la croissance d'entreprise et 35% sur l'assistance au développement de l'entrepreneuriat du numérique.

56% des membres du "Réseau SAEI sont implanté dans le littoral. Après viennent le Borgou 22%, 7 % les collines 7%, l'Ouémé, l'Alibori, l'Atacora et l'Atlantique 4%.

#### **e) Autres Cabinets privés**

Les autres cabinets privés regroupent des structures n'appartenant à aucun des réseaux répertoriés lors de la cartographie. 55% de ces cabinets sont dans le Littoral. Après suivent l'Ouémé et l'Atlantique 9% et Alibori, Atacora, Mono, Collines et Zou 5%. La catégorie autres cabinets se positionnent équitablement sur les prestations de formation et accompagnement en création et développement d'entreprise de même que les prestations d'études diverses et d'appui à l'élaboration d'états financiers.

#### **f) Les Organisations Non Gouvernementale nationales**

Au total, 75 ONG intervenant dans la chaîne de valeur de soutien à l'entrepreneuriat ont été identifiées au Bénin. Ces ONG sont issues en majorité des réseaux ReNEJ et CeN-ONG. Il s'agit de structures intervenant à dominance dans l'insertion professionnelle via l'entrepreneuriat (32%), dans l'accompagnement au développement des activités génératrices de revenus (24%) et dans le conseil agricole (24%). Les activités de formation technique, d'appui à l'économie verte ont été identifiées dans la proportion de 3%.

Les ONG nationales d'appui à l'entrepreneuriat sont réparties comme suit : Alibori 15%, Atlantique 13%, Borgou 25%, Mono 11%, Ouémé 18% et Zou 3%. Les autres départements se situent à moins de 2% de présence d'ONG nationale d'appui l'entrepreneuriat sur leur territoire.

Outre ces principaux acteurs privés, on dénombre les acteurs spécifiques de soutien technique que sont les cabinets d'expertise comptable, les centres de gestion agréés dont l'offre porte essentiellement sur l'assistance à l'élaboration des états financiers et la recherche de financement.

Les prestations des cabinets d'expertise comptable sont payées par les entrepreneurs alors que celles des cabinets de Services de Développement aux Entreprises restent essentiellement subventionnées par les Partenaires Techniques et Financiers, les Projets, les organismes publics posant ainsi le problème de distorsion par rapport à la solvabilité des entrepreneurs bénéficiaires directs des prestations.

En somme, le segment des acteurs privés de l'appui à l'entrepreneuriat est fortement dominé par les cabinets et ONG. Ce sous segment de cabinets et d'ONG est complété par un acteur privé de type particulier constitué des cabinets d'expertise comptable et les centres de gestion agréée qui ont été dénombrés à plus de 90 et dont l'appui aux entreprises restent en majorité limité à la production des états financiers pour le segment des Petites, Moyennes et Grandes Entreprises. Certains cabinets d'expertise comptable et centres de gestion agréée offrent des services de structurations de plans d'affaires aux fins de levée de financement pour les entreprises mais d'essence l'offre de Business Development Service ne constitue pas leur cœur de métier.

Les prestations des cabinets d'expertise comptable sont payées par les entrepreneurs alors que celle des cabinets de business développement service restent essentiellement subventionnées par les Partenaires Techniques et Financiers, les Projets, les organismes publics posant ainsi le problème distorsion par rapport à la solvabilité des entrepreneurs bénéficiaires directs des prestations

## **2.5.2 Les structures publiques, para publiques et à statut particulier d'appui à l'entrepreneuriat**

### **a) Les structures publiques**

Le pilier public de l'écosystème des structures d'appui à l'entrepreneuriat dans le contexte béninois est composé de divers organes ou agences étatique qui pour l'essentiel assurent la définition et la mise des orientations politiques du secteur. Ces différents organes et agences publics émanent des entités telles que les ministères de l'économie et des Finances, de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises, de la Microfinance, du Commerce et de l'industrie, de l'Agriculture et de la pêche.

Le secteur public a démontré un engagement envers la création de conditions propices au développement et à l'expansion de l'entrepreneuriat en adoptant des stratégies et des plans d'action clairs, ainsi que certaines réformes notamment celles relatives à la loi 2020-03 portant sur la promotion et le développement des micros, petites et moyennes entreprises en République du Bénin, et sur la création de l'Agence de développement des PME (ADPME) qui sert désormais d'ancrage pour toutes les interventions d'appui à l'entrepreneuriat. En outre, le gouvernement met l'accent sur l'employabilité des jeunes et l'accès au financement sans oublier les réformes dans l'enseignement technique et professionnel qui vise désormais à rendre les jeunes plus aptes à s'insérer dans le tissu économique.

Le Bénin enregistre au total neuf (9) structures publiques de soutien à l'entrepreneuriat.

### **b) Les projets des PTF et ONG internationales**

Cette catégorie comprend les projets mis en œuvre par les ONG internationales et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

### **c) Les incubateurs et accélérateurs universitaires**

Certaines universités ont développé en leurs seins des incubateurs à vocation de promotion entrepreneuriale.

Les structures d'appui à l'entrepreneuriat de type public et les projets mis en œuvre par les PTF et ONG internationales sont présentées à l'annexe 3.

### 3. Analyse des Services de Développement des Entreprises au Bénin

L'évaluation des services d'appui à l'entrepreneuriat vise essentiellement à identifier les dysfonctionnements du marché, les principaux défis et lacunes auxquels sont confrontés les prestataires de services aux entreprises afin de concevoir des interventions adéquates pour remédier à la situation.

L'analyse de la qualité des services de soutien à l'entrepreneuriat a été réalisée à partir de deux sources à savoir (i) un examen empirique de l'impact des interventions sur les bénéficiaires et (ii) une analyse du fonctionnement du système de marchés de l'appui à l'entrepreneuriat.

Les offres de services identifiées sur le marché couvrent cinq (5) principaux domaines à savoir l'accès aux compétences, l'accès au marché, l'accès aux équipements, l'accès au financement et l'accès à l'information.

#### 3.1 Segment de l'accès aux compétences

##### 3.1.1 Les offres d'accès aux compétences

Le pilier Accès aux Compétences (A2C) de l'écosystème des structures d'Appui à l'entrepreneuriat au Bénin est assuré par les SAE privés et publiques fournissant aux pré-entrepreneurs et Micros Petites et Moyennes des services de formation, de coaching, du mentoring et des conseils techniques divers de développement d'entreprise.

C'est la forme la plus courante d'intervention des SAE ; la formation couvre de nombreuses activités pédagogiques qui impliquent des facilitateurs, des formateurs et des groupes d'entrepreneurs. La formation a pour objectif de développer les connaissances et les compétences des PME dans des domaines opérationnels comme le marketing, la comptabilité, les techniques de production et le développement de produits ; la formation traite également de problèmes tels que la recherche de nouveaux clients, l'obtention de meilleurs prix, la diminution du coût des matériels et la recherche d'intermédiaires utiles tels que clients, fournisseurs et collaborateurs

Les services d'accès aux compétences portent également sur les formations au développement de l'esprit d'entreprise, à la création d'entreprises et sont fournis par des cabinets privés, des ONG, des centres de formation professionnelle, des universités techniques et agricoles, et des projets des ONG internationales. Ces services d'accès aux compétences sont complétés par des supports techniques relatifs à la formalisation, à la recherche de financement, à des études diverses et aux assistances sur les ressources humaines, aux assistances de type juridique et comptable qui sont assurées par des cabinets spécialisés (Expertise comptable, juriste, Ressources humaines) et les agences publiques pour ce qui concerne la formalisation.

Les acteurs de l'écosystème des structures d'appui à l'entrepreneuriat fournissant les services d'accès aux compétences regroupent les :

- Cabinets privés
- Organisations non Gouvernementales nationales et internationales
- Projets des partenaires techniques et financiers
- Agences et organismes publics
- Universités techniques et agricoles et centres de formation professionnelle
- Organisations socio professionnelles

Les offres d'accompagnement à l'accès aux compétences portent sur :

- Formation et accompagnement à l'idéation/incubation et création d'entreprise
- Formation et accompagnement au développement ou à la croissance d'entreprise [gestion d'entreprise et suivi accompagnement]
- Conseil d'entreprise/Coaching /Mentoring/
- Formation technique et professionnelle
- Formation et assistance au développement de l'entrepreneuriat numérique

Les offres d'accès aux compétences présentes sur le marché, sont complétées par des services connexes d'informations liés à l'environnement des affaires et des prestations de consulting spécifiques nécessaires au développement des entreprises. Il s'agit pour l'essentiel des services de :

- Orientation et d'informations qui sont fournis par les organismes publics,
- Elaboration de plan d'affaires et de recherche de financement offerts par les SAE publiques comme privées
- Etude diverses offerts en général par les cabinets d'études
- Tenue de comptabilité et Production d'états financiers qui sont l'œuvre des cabinets d'expertise comptable et Centres de gestion agréés
- Recrutement de personnel et de gestion des ressources humaines qui sont l'œuvre des cabinets de Ressources Humaines
- Intermédiation Financière offert par les intermédiaires financiers
- Location d'espace co-working offerts en général par les incubateurs et autres privés

Comme le montre le tableau n°6 ci-dessous l'accès aux compétences est fortement dominé par les formations à la création et au développement des entreprises. Viennent ensuite le conseil d'entreprise et les assistances diverses.

**Tableau 6 : Les Offres d'accès aux compétences**

Segment d'intervention	Principaux services fournis	Typologies des offreurs	Effectif	%
Accès aux Compétences et supports techniques	Formation et accompagnement à l'idéation/incubation et création d'entreprise	Les services d'accès aux compétences portent essentiellement sur les formations au développement de l'esprit d'entreprise, à la création/développement d'entreprises et sont fournis par des cabinets privés, des ONG, des centres de formation professionnelle, des universités techniques, et des projets d'ONG internationales. Ces services d'accès aux compétences sont complétés par des supports techniques relatifs à la formalisation, à la recherche de financement, à des études diverses et aux assistances en Ressources Humaines, juridique et comptable qui sont l'œuvre de cabinets spécialisés (Expertise comptable, juriste, Ressources humaines) et les agences publiques pour ce qui concerne la formalisation.	81	36%
	Formation et accompagnement au développement ou à la croissance d'entreprise [gestion d'entreprise et suivi accompagnement]		67	30%
	Formation technique et professionnelle		3	1%
	Orientation, Information, Formalisation et Coordination		4	2%
	Conseil d'entreprise/Coaching /Mentoring/		26	12%
	Elaboration de plan d'affaires/ Développement du projet et recherche de financement		4	2%
	Espace co-working		1	0%
	Assistance au développement de l'entrepreneuriat de numérique		9	4%
	Etude diverses, diagnostic d'entreprise		16	7%
	Tenue de comptabilité et Production d'états financiers (expertise comptable)		6	3%
	RH/conseil pour recrutement et gestion de personnel		3	1%
	Intermédiation Financière		2	1%

Source : enquête de terrain réalisé par BeniBiz de juin à septembre 2022

### 3.1.2 Analyse des offres d'accès aux compétences

#### a. Les Offres de Formation

La grande majorité des structures d'accès aux compétences ne disposent pas d'une offre de formation labélisée et se contentent des cours génériques d'entrepreneuriat en fonction des besoins des créateurs potentiels ou entrepreneurs existants.

Les méthodologies labélisées les plus courantes dans l'écosystème sont celles mises en œuvre par des projets, les agences parapubliques et les ONG internationales dont la notoriété et les expériences s'étendent au-delà du Bénin. Au titre de ces méthodologies de formation entrepreneuriale, on distingue :

- La formation "Gérez Mieux votre Entreprise" (GERME) conçue par le Bureau International de Travail au titre de la promotion des micros petites et moyennes entreprises et la création d'emplois décents. Cette offre méthodologique s'adresse aussi bien aux entrepreneurs potentiels qu'aux gérants d'entreprises existantes
- La formation EMPRETEC conçue par la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) et qui est destinée à l'expansion des PME établies
- La formation SME Business Loop du projet ProPME de la GIZ, qui s'inspire des modules de la formation GERME du BIT
- La formation BeniBiz conçue par l'ONG internationale TechnoServe qui cible les primo entrepreneurs et l'accélération de la croissance des micros petites et moyennes entreprises.
- La formation MIME mise en œuvre par SENS Bénin
- La formation Farmer Business School développé par la GIZ pour l'appui aux agripreneurs

**A la différence de ces méthodologies labélisées, la quasi-totalité des autres acteurs du sous segment accès aux compétences entrepreneuriales proposent des contenus divers pour lesquels la mesure d'impact demeure difficile à appréhender.**

N°		Offres	Cibles	Axe d'accompagnement	Contenu/Outils proposés	Exécutant	Dépositaire de la méthodologie	Portée	Résultats et Impact	Personnes/ entrepreneurs ayant suivi le programme ces 5 dernières années
1	méthodologies de formation en entrepreneuriat	Formation sur les modules «Gérez Mieux votre Entreprise » (GERME) du Bureau International du Travail	a. Entrepreneurs potentiels b. Micros Petites et Moyennes Entreprises (MPME)	Création et Accélération de la croissance des entreprises	Formation sur Trouvez votre idée d'entreprise (TRIE) Formation sur Créez votre Entreprise (GREE) Formation sur Gérez Mieux votre Entreprise niveau 1 et 2 Modalité : cycle de formation + suivi d'entreprise	Cabinets du Réseau GERME BENIN avec des Formateurs certifiés [ Réseau de 22 SAE actifs et + 60 formateurs certifiés actifs]	Bureau International du Travail (BIT)	Programme de grande portée avec un réseau national de 23 SAE membres actifs [RESEAU GERME BENIN] ayant des formateurs certifiés GERME selon le label du BIT. Méthodologie adoptée par plusieurs projets et programmes des PTFs et de l'Administration	Les résultats et l'impact sont disponibles sur la plateforme [ <a href="https://urlz.fr/oXT9">https://urlz.fr/oXT9</a> ] conformément aux exigences du BIT	17000
2		Formation EMPRETEC sur le Développement de l'Esprit d'Entreprise	a.PME en croissance b. porteurs de projets	Accélération de la croissance des entreprises	Formation au développement de l'esprit d'entreprise Modalité : cycle de formation + séances de suivi	CePEPE [1]	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement ( CNUCED)	Programme interne à l'exécutant	La mesure d'impact disponible à la demande	

3	<b>méthodologies de formation en entrepreneuriat</b>	SME Business Loop de ProPME/GIZ	Micros et petites et Moyennes entreprises [MPME]	Accélération de la croissance des entreprises	<p>a. Basé sur certains modules de la méthodologie GERME (optionnel)</p> <p>b. Modalité : Phase 2 de sélection de 2 mois et cycle de formations + coaching (6 et 9 mois)</p> <p>c. Formation technique spécifique BPH, norme de qualité, biosécurité, certification etc. facilitation accès au marché+ accès au financement</p> <p>e. Formation sur santé et sécurité au travail</p>	Cabinets recrutés par le ProCIVA: 21 SAE 128 business coaches SME Loop dont 65 membres réseau Business coach exécuté par la CCI Bénin et l'ADPME	GIZ	Programme interne à l'exécutant. Approche GIZ de portée internationale (17 pays) 1 association de 29 masters coaches internationaux, 1 centre de compétence garant de l'ingénierie de l'approche	La mesure d'impact disponible à la demande	3106 MPME accompagnées
---	--	---------------------------------	--	---	--	--	-----	--	--	------------------------

4	méthodologies de formation en entrepreneuriat	Formation sur les modules «Farmer Business School»	Exploitants agricoles	Accélération de la croissance des entreprises	Formation en entrepreneuriat agricole	Cabinets recrutés par la GIZ/ PROAGRI Formateurs pays + Formateurs régionaux	Méthodologie de la GIZ	Programme interne à l'exécutant	La mesure d'impact disponible à la demande		
5		Formation sur les modules de BeniBiz	a. Entrepreneurs potentiels b. Micros Petites et Moyennes Entreprises (MPME)		a. Formation sur l'employabilité et l'autonomisation des jeunes b. Formation sur l'accélération de la croissance des entreprises c. Formation technique sectorielle d. Accompagnement à l'accès au Marché + Accès au Financement Modalité : cycle d'accompagnement + coaching individuel	BENIBIZ avec + 70 coaches + un réseau de 16 SAE publiques et privées au Bénin	TECHNOSERVE	Programme interne à l'exécutant	Les résultats et étude d'impact sont disponible sur la plateforme [ <a href="https://urlz.fr/oXT6">https://urlz.fr/oXT6</a> ]	5700	
6		Formation sur la Méthode d'Initiation au Métier d'Entrepreneur [ MIME]	Entrepreneurs potentiels	Création			SENS BENIN [1]	SENS BENIN	Programme interne à l'exécutant	La mesure d'impact disponible à la demande	
7		Formation sur le Perfectionnement au Métier d'Entrepreneur [PME]	Micros Petites et Moyennes Entreprises (MPME)	Accélération de la croissance des entreprises			SENS BENIN [1]	SENS BENIN	Programme interne à l'exécutant	La mesure d'impact disponible à la demande	
8		Formation sur Comment Devenir Bancable	PME en croissance	Accélération de la croissance des entreprises			CePEPE [1]	Société Financière Internationale [SFI/BANQUE MONDIALE]	Programme interne à l'exécutant	La mesure d'impact disponible à la demande	
9		Autres méthodologies non labélisées	Entrepreneurs potentiels et MPME	Création et Accélération	Contenu varié		Plusieurs SAE	Sans Label	Non mesurable	mesure d'impact non disponible	

10	services consulting	Elaboration de plan d'affaire et assistance à la recherche de financement	MPME		contenus variés	Plusieurs SAE	Sans Label	Non mesurable	Très faible impact	
		Outil Rural Invest pour l'élaboration des plans d'affaire dans le secteur agricole	MPME	Création et Accélération		Plusieurs SAE	FAO	ND	ND	ND
11		Diagnostic d'entreprise	MPME		contenus variés	Plusieurs SAE	Sans Label	Non mesurable	Très faible impact	
12		Conseil d'entreprise	MPME		contenus variés	Plusieurs SAE	Sans Label	Non mesurable	mesure d'impact non disponible	Non disponible

Etude diverses, diagnostic d'entreprise	les Cabinets d'études	les entreprises et parfois les projets
Tenue de comptabilité et Production d'états financiers (expertise comptable)	les cabinets d'expertise comptable et les centres de gestion agréée	les entreprises
RH/conseil pour recrutement et gestion de personnel	Cabinets privés spécialisés	les entreprises
Intermédiation Financière	Cabinets privés et structures d'intermédiation financière	les entreprises

## b) Analyse des Offres connexes aux services de Formation

Les services de conseil et de coaching d'entreprise

Le service de conseil d'entreprise apparaît de façon générale comme le prolongement des activités de formations surtout dans les programmes d'appui aux entreprises. Pour les moyennes et grandes entreprises, le conseil d'entreprise prend le caractère d'un service consulting est souvent lié à des activités de préinvestissement et des mécanismes d'emprunt.

Dans le contexte de l'écosystème de soutien aux entreprises au Bénin, seules les méthodologies labélisées font apparaître une spécificité de leurs approches de conseil d'entreprise.

Le conseil d'entreprise reste encore très peu utilisé par les entreprises car coûteux surtout lorsqu'il s'agit d'un service isolé qui n'est pas connexe à la formation. Il arrive aussi que le conseil ne soit pas suffisamment bien compris par les entrepreneurs, en particulier lorsque ces services sont gratuits ou fortement subventionnés.

### Les services d'élaboration de plans d'affaires

Les offres de services d'élaboration de plan d'affaire sont très variées et leurs performances restent largement basses au regard du taux de financement des entreprises par les banques qui ne manquent de déplorer la qualité des plans d'affaires qui leur sont soumis.

L'analyse des offres d'accès aux compétences fait ressortir les principaux constats et recommandations ci-après :

- Sur les 222 SAE publiques et privées offrant des services d'accès aux compétences, seulement 27% disposent de programme de formation labélisé et dont la mesure d'impact est disponible et accessible et possèdent des formateurs certifiés dans leurs méthodologies.
- Seuls cinq (5) programmes de formation (GERME, BENIBIZ, PROCIVA, FARMER BUSINESS SCHOOL) sont d'envergure nationale et ont touché un grand nombre de bénéficiaires les cinq dernières années (plus de 5000 bénéficiaires),
- Il n'y a pas suffisamment d'informations sur la qualité des offres d'accès aux compétences afin d'évaluer la pertinence des services
- Les offres d'accès aux compétences sont à dominance présentielle
- Les offres d'accès aux compétences en matière entrepreneuriale, ne sont pas inclusives et ne couvrent pas toute la demande. La question de comment atteindre les pauvres et les plus désavantagés reste posée.
- La plupart des programmes de formation manque d'adaptation au plus grand nombre des bénéficiaires majoritairement faiblement instruits. L'opinion est répandue que les principes de bonnes pratiques n'ont pas encore été réellement bien appliqués aux groupes désavantagés et qu'aucune tentative systématique n'a été faite de recenser leurs besoins ni de développer des méthodes de formation appropriées
- Les programmes de formation entrepreneuriale dans les incubateurs universitaires qui devraient soutenir l'entrepreneuriat des jeunes sont insuffisamment développés et en inadéquation avec les besoins du marché du travail
- Les offres disponibles ne tiennent pas toujours compte des avancées de la digitalisation et devraient s'adapter aux nouvelles façons de faire des affaires
- Les résultats et impacts des programmes de formation et d'accompagnement des clients ne sont pas toujours mesurables pour le plus grand nombre des acteurs de l'accès aux compétences
- Des programmes de formations labélisées devraient être promus
- L'accès aux compétences est toujours tributaire des subventions des Partenaires Techniques et Financiers et des projets. Le segment des pré-entrepreneurs, micros et petites entreprises n'est pas toujours solvable. La mesure dans laquelle le coût de la formation doit être récupéré en facturant des honoraires au client constitue l'un des problèmes majeurs du marché. Bien que l'importance du principe du paiement soit couramment admise, il ne se dégage aucun consensus quant au montant approprié qui doit être facturé
- Les résultats et impacts de services de consulting d'élaboration de plan d'affaire demeurent très faibles et largement en dessous des attentes des acteurs du secteur financier, qui estiment le niveau qualitatif des dossiers soumis insuffisant

## 3.2 Segment de l'accès au marché

### 3.2.1 Les acteurs de l'accompagnement à l'Accès au marché

Les facilitateurs de l'accès au marché sont très peu nombreux dans l'écosystème entrepreneurial du Bénin. En effet, très peu de structures ont développé cette expertise, ce qui n'est pas sans conséquence sur l'efficacité de la chaîne de valeur de l'accompagnement des entrepreneurs.

Les principaux acteurs facilitateurs répertoriés en matière d'accompagnement à l'accès au marché ont constitué de :

#### 1. Les Agences et organismes gouvernementaux

Ce sont les structures mises en place par le gouvernement et qui offrent en partie des services d'accès au marché. On retient entre autres les ministères de l'industrie et du commerce(MIC), le ministère des PME, le Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche(MAEP). On peut également citer certains démembrements de ces institutions gouvernementales comme les Agences Territoriales de Développement Agricoles (ATDA), la Chambre de Commerce et d'Industries du Bénin(CCIB), l'Agence de Développement des PME(ADPME). Ces institutions sont dans leur rôle régalien de promotion de l'économie de développement des affaires au Bénin. Et à ce titre elles interviennent dans la facilitation des relations d'affaires et la promotion de l'accès au marché via l'organisation des foires commerciales, de voyages d'affaires, de missions commerciales. Les structures comme l'ANM et l'ABSSA régulent et facilitent le processus de certification des produits des entreprises.

#### 2. Les ONG nationales et cabinets privés

Ils sont essentiellement dans la prestation de services et apportent leur expertise aux projets d'appui à l'entrepreneuriat qui souhaitent accompagner les entrepreneurs de leurs portefeuilles à l'accès au marché. Les acteurs les plus actifs et qui disposent d'un agrément du ministère de l'agriculture sont (GEL Sud Bénin et de RAD ONG) et deux autres qui interviennent sur initiative propre (MAYODI MPS, MARK'ETHIC).

#### 3. Les ONG internationales et projets/programmes

Les acteurs recensés dans cette catégorie sont : **IFDC/ACMA, DEFIA/ENABEL, BEST/SENS BENIN.**

### 3.2.2 Analyse des offres des acteurs de l'accès au marché

Les différentes offres de services proposées pour l'accompagnement à l'accès au marché sont:

- **Etudes, formations et Conseils :**

Ces services sont fournis en majorité par les cabinets privés et les ONG nationales. Ils peuvent être détaillés comme ci-après:

- Formations et conseils en marketing et communication
- Diagnostic et Conseil sur le packaging
- Conseils en communication
- Intermédiation commerciale
- Mise à disposition et animation de force de vente
- Mise en place de boutiques/points de vente spécialisés
- Organisation de la vente groupée et du warrantage
- Mise en réseau des acteurs au sein de pôle d'entrepreneuriat agricoles ou de clusters
- Plateforme de vente en ligne ou d'informations d'affaires mise en œuvre par le projet ACMA qui a développé une application dénommé SIIM qui permet aux entrepreneurs abonnés d'avoir sur leurs téléphones les informations sur le marché.
- Organisation et facilitation de la participation aux foires et événements de promotion commerciale.
- Accompagnement pour l'obtention des agréments, certificats et autorisations.

Le tableau n°8 ci-après montre la liste détaillée des facilitateurs de l'accompagnement à l'accès au marché.

**Tableau 8 : Liste des acteurs de l'accès au marché**

Typologie	structures	Services fournis	Bénéficiaires	Localités	Qui payent
Cabinets privés	MARK'ETIK	Assistance à l'amélioration de la qualité des produits, packaging, promotion commerciale	entrepreneurs Agroalimentaires, Entrepreneurs agro santé, élevage	Cotonou	PTF, Projets, ONG Internationales
	SENS BENIN	Conseil marketing, packaging, distribution commerciale,	entrepreneurs Agroalimentaires, Entrepreneurs agro santé, élevage	Zou, Collines Atlantique	PTF, Projets, ONG Internationales
	Pépinière MAYO-DIS	organisation de foire mobile qtier, Faire participer les entrepreneurs aux foires	micro et petites entreprises adhérentes de la pépinière	Ab-Calavi, Parakou	Bénéficiaires, projets
	ICRA,	conseils formation, clusters,	producteurs agricoles, entrepreneurs ruraux, OP,	Tout le territoire	PTF, Projets, ONG Internationales
	Optimum solutions SARL	Communication, marketing, évènementiels professionnels Organisations de salons professionnels, de foires, de caravanes commerciales ou de vulgarisation	Professionnels, entreprises publiques et privées Producteurs agricoles et Entrepreneurs agroalimentaires Artisans Etc.	Tout le Benin	PTF Projets programmes Opérateurs économiques locaux et internationaux Commerçants Associations
ONG nationales	RAD ONG,	Conseils et Formations	producteurs agricoles, entrepreneurs ruraux, OP,	Tout le Bénin	PTF, Projets, ONG Internationales
	GEL SUD	Conseils et Formations	producteurs agricoles, entrepreneurs ruraux, OP,	Sud Bénin	PTF, Projets, ONG Internationales

ONG internationales/ Projets	ACMA-IFDC,	Organisation de la vente groupée et du warrantage, mise en réseau des acteurs au sein de pôle d'entrepreneuriat agricoles ou clusters, Système d'informations sur le marché(SIIM) accessible par sms et par internet	Acteurs des chaînes de valeur maïs, soja, arachide, huile de palme, gari, piment, poisson	zou, collines, ouémé et plateau	PTF
	DEFIA,	Prospection de marchés, coaching-suivi pour la mise en œuvre des marchés ,Voyage pour la mise en relation B 2 B , contractualisation entre les acteurs , subvention participation aux foires , salons commerciaux et appuis à la communication et au marketing, accompagnement pour l'obtention des agréments UEMOA, accompagnement pour acquisition d'équipements afin de faciliter la mise en marché des produits, accompagnement en formation à l' internationale	Acteurs de la filière ananas: PME, OP	Zou, Atlantique, Mono, Ouémé	PTF
	SWISSCONTACT	La mise en place des modèles d'affaires, La facilitation de la commercialisation dans la sous-région par des acteurs à travers la suppression des barrières tarifaire et non-tarifaire	Pisciculture et agrumes	Sous-région	PTF
Agences et Organismes publics	ANM,ABSSA	Certification des produits	entrepreneurs agro-alimentaires	Tout le Bénin	Bénéficiaires, Projets
	CCI-Bénin, MIC, MPPME	mise en relations, formation, Conseils et médiation	opérateurs économiques	Tout le Bénin	Budget national, Bénéficiaires
	MAEP, ATDA	mise en relations, formation, Conseils et médiation	producteurs agricoles, entrepreneurs ruraux, OP,	Tout le Bénin	Budget national
Plateformes de e-commerce	DJINUKUN,				

L'analyse de l'accompagnement des entreprises à l'accès au marché fait ressortir les principales conclusions suivantes :

1. L'accès au marché reste une thématique d'intérêt majeur pour les entreprises mais très peu d'acteurs ont développé l'expertise permettant de fournir les services adaptés.
2. Les démarches et initiatives mises en œuvre par les projets et programmes ont pour limite la clôture du projet. Il faut réfléchir à une approche de pérennisation des acquis des expériences.
3. Les expériences d'utilisation des nouvelles technologies dans la facilitation de l'accès au marché n'ont pas encore suffisamment prospéré. Les initiatives de ACMA à travers le SIIM et les applications créées par les startups béninoises n'ont pas encore eu un niveau opérationnel suffisant pour mesurer les impacts. Le SIIM est passé sous la responsabilité du MAEP qui doit en assurer l'opérationnalité à la fin du projet.
4. Les offres qui devraient aider les entreprises à accéder aux marchés étrangers ne sont pas encore suffisamment développés exceptées les facilités offertes par l'APIEX en matière d'appui à l'exportation, SWISSCONTACT et IFDC en matière de facilitation des entrées et lobbying pour la suppression des tracasseries sur les corridors ouest africains.
5. Le constat est évident, la demande existe et l'offre est réelle mais, la rencontre de l'offre portée par les jeunes entreprises et les PME et de la demande venant des marchés régionaux et des supermarchés notamment ne s'harmonise pas. Il pourrait sembler que la petite production artisanale des micro-entrepreneurs béninois n'est pas encore en mesure de répondre à un besoin d'exportation. Sachant que le coût du packaging et de l'export qui s'ajoutent au coût de production ainsi que les moyens financiers nécessaires ne sont pas à la portée des micros entreprises et de certaines PME. La question reste encore à élucider et approfondie pour définir le modèle d'accompagnement adapté pour cette offre de service avec un agencement intelligent avec les institutions de financement.
6. Les jeunes entreprises et les PME ne sont pas informés et ne maîtrisent pas les contraintes ou barrières à l'accès aux marchés notamment des supermarchés et les marchés régionaux.
7. L'offre de services de développement des entreprises en matière d'accès au marché particulièrement dans les domaines de la qualité des produits, de la certification, de la traçabilité, de l'étiquetage, du packaging, de l'image de marque et de la commercialisation tant au Bénin qu'au plan international reste significativement faible. Les organes publics comme l'APIEX, la CCI Bénin, l'ADPME, l'ABSSA etc, offrent un certain nombre d'outils de facilitation de l'accès au marché mais les entreprises n'arrivent pas à payer les coûts afférents. De même les services d'accès au marché offerts par les privés à savoir l'organisation d'évènements commerciaux, l'appui à la mise en place de produits de qualité etc. ne sont accessibles que par une faible proportion des PME ayant les capacités financières requises.

### **3.3 Segment de l'accès aux équipements**

#### **3.3.1 Les acteurs de l'accompagnement à l'accès aux équipements**

Les acteurs de l'accompagnement à l'accès aux équipements sont pour l'essentiel les organisations fournissant les infrastructures et les matériels/équipements aux aspirants entrepreneurs, aux micros petites et Moyennes Entreprises (MPME) et aux groupements professionnels. Les dix-neuf (19) acteurs recensés appartiennent aux catégories suivantes.

- **Entreprises**
- **Agences et organismes publics/ Projets/programmes publics**
- **ONG Nationales et Internationales**
- **Organisations socio professionnelles**
- **Partenaires techniques et financiers**
- **Projets/programmes publics**

Les offres de services concernent la mise à disposition d'infrastructures diverses (magasin de stockage, atelier de co-production) de même que des matériels et équipements de production au profit des entrepreneurs ou groupements d'entrepreneurs.

La liste détaillée des acteurs intervenant sur ce segment de l'accès aux équipements est ci-après présentée dans le tableau avec leurs offres.

**Tableau 9 : Liste des acteurs de l'accès aux équipements**

Catégories	Liste des structures	Equipements et infrastructures fournis	Bénéficiaires	Localités	Qui payent
Entreprises solidaire	SENS BENIN	Leasing d'équipements de production	entreprises agroalimentaires	Zou	Les entrepreneurs
ONG Nationales	CFL	équipements de production agricole	producteurs agricoles	Natitingou	subvention des PTFs
	APETECTRA	Equipements de production agricole	producteurs agricoles	Atlantique, Mono, couffo, Ouémé, Donga	Le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIFQ), la Communauté économique des États de l'Ouest et la Fondation Paul Gérin-Lajoie; Affaires Mondiales Canada
	RAIL	Equipements de production agricole	Groupements de femmes	POrto-novo	Fondation Paul Gérin Lajoie
	IDID	Equipement de production agricole	Producteurs agricoles	POrto-novo	ONG Internationales/ Projets
ONG Internationales/ Projets	DEFIA	Equipement de production agricole et transformation agroalimentaire	PMEs, Coopératives, faitières et interprofessions	Les communes des pôles 7, 5 et 6	ENABEL
Agences et Organismes publics	FNDA,	Equipement de production agricole	entreprises agroalimentaires	Nationale	Les entrepreneurs et PTFs
	ATDA	Equipement de production agricole	Producteurs agricoles	Nationale	Budget national et subvention des PTFs
	SONAMA	Equipement de production agricole	Projets/programmes publics	Nationale	Budget national, PTFs

Catégories	Liste des structures	Equipements et infrastructures fournis	Bénéficiaires	Localités	Qui payent
Organisations socio professionnelles	IKB (Interprofession de la filière karité Bénin)	équipements de production	Producteurs	Nationale	Partenaires financiers (Union Européenne, AFD,...)
	IFRiz (Interprofession de la Filière Riz)	équipements de production et de transformation du riz	Producteurs, transformateurs	Nationale	les PTFS, les projets/ programmes publics
	CUMA BENIN (Coopérative d'Utilisateurs de Matériels Agricoles)	Equipement de production agricole	Producteurs agricoles	Nationale	les PTFS, les projets/ programmes publics
Partenaires Techniques et Financiers	ProCaR/ PADMAR	Equipement de production agricole	petites exploitants agricoles, des diplômés de universités sans emploi, ruraux, sortie des écoles techniques, artisans	Mono, Couffo, Atlantique, Littoral, l'Ouémé, Plateau et le Zou	Gouvernement Béninois et PTF (FIDA, ASAP, OFID), Bénéficiaires
	GIZ/PROAGRI	Equipement de production agricole	Producteurs et transformateurs agricoles	Atacora Donga Collines Borgou	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
	GIZ/PROFINA	Equipement de production agricole	Entreprise et coopératives	Atacora Donga Collines Borgou Atlantique, zou, Ouémé, Mono	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
	GIZ/PROCIVA	Equipement de production agricole	Producteurs agricoles et agro-alimentaires, organisations paysannes	Alibori, Atlantique, Borgou, Collines, Couffo, Littoral, Mono, Ouémé, Plateau et Zou	BMZ et DDC
	PACOFIDE	Equipement de production agricole et infrastructure	Agriculteurs, entrepreneurs	Banikoira, Malanville, Kandi, Karimama, Nikkki, Ndali, Djougou, Parakou, Tchaourou, Ouessé, Banté, Savalou, Dassa Zoumé, Djidja, Couffo, Cotonou, Ouémé, Atlantique, Djigbé	Banque Mondiale
	ProCaR / PADAAM	infrastructure (magasin de stockage)	producteurs agricoles	l'Atlantique, Collines, Couffo, Mono, Ouémé, Plateau et Zou	Gouvernement Béninois, FIDA, Privés, Institution Financières OFID, Bénéficiaires

Le segment de l'accompagnement à l'accès aux équipements est fortement dominé par les agences publiques et les projets et programmes des Partenaires Techniques et Financiers qui dans le cadre de leurs mandats de développement économique facilitent l'accès des entrepreneurs aux moyens de production.

Les offres de mise à disposition d'infrastructures et d'équipements à l'endroit des bénéficiaires s'effectuent sous forme de donation, de subvention totale ou partielle avec une contrepartie payable par le bénéficiaire sur fond propre ou crédit remboursable. Les activités de leasing d'équipements mises en œuvre par SENS Bénin sont payables par les entrepreneurs.

### 3.3.2 Analyses des offres de l'accès aux équipements

Au Bénin, l'accès aux équipements au profit des entrepreneurs est facilité par les agences/organismes publics et projets/programmes. Les offres proposées sont caractérisées par:

- **les subventions d'infrastructures**
- **les subventions d'équipement**
- **les crédits d'équipement**
- **la location d'espace de coworking**
- **location et le leasing d'équipements.**

Ces offres présentent néanmoins quelques limites à relever:

- **parfois pas d'évaluation réelle des besoins en équipements des MPME accompagnés ce qui implique la non adéquation entre l'équipement offert et le besoin réel de l'entrepreneur,**
- **faible suivi après la mise à disposition des équipements aux entrepreneurs,**
- **manque de dispositif pour assurer la pérennisation des acquis à la fin des projets,**
- **retard dans la mise en place des subventions d'équipements,**
- **absence d'une plateforme multi-acteurs pour la facilitation de l'accès aux équipements.**
- **Les termes de leasing d'infrastructures/équipements n'avantagent toujours pas les bénéficiaires**

D'autres types d'acteurs comme les ONG nationales/internationales appuient également dans l'accès aux équipements. Leurs appuis sont certes géographiquement localisés, mais elles disposent de base de données et d'un système de suivi - évaluation très efficace qui contribuent à la capitalisation des acquis et à la pérennisation des actions au profit des entrepreneurs. Cependant, elles sont financièrement limitées pour d'importants appuis en équipements.

## 3.4 Segment de l'accès à l'information

Le marché de l'accès à l'information dans l'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat est couvert par différents acteurs qui sont pour l'essentiel spécialisé dans la communication et l'audiovisuel. Les offres de services des structures d'accès à l'information s'adressent à deux segments principaux à savoir les micro petites et moyennes entreprises et les organisations non gouvernementales et agences publiques. Les micro petites et moyennes entreprises de production et de commercialisation de biens et services font recours aux structures d'accès à l'information pour toucher leurs clients potentiels. Ces entreprises sont à la fois clients et fournisseurs d'information. Quant aux organisations (ONG nationales et internationales, fondations, ambassades, structures publiques...), elles partagent des informations sur les opportunités au profit des entreprises en passant par les structures d'accès à l'information.

### 3.4.1 Les acteurs de l'accompagnement à l'accès à l'information

L'information est un domaine transversal sur lequel une multitude d'acteurs interviennent avec des approches différentes. De même, l'accès à l'information concerne plusieurs axes du développement des entreprises. Il s'agit notamment des informations sur la visibilité des entreprises, l'accès au marché, au financement, aux opportunités, etc.

Les différentes catégories d'acteurs qui interviennent dans l'accès à l'information pour les entreprises sont :

- **Les agences de communication**

Elles jouent un rôle support pour les entreprises en leur offrant des services de communication adaptés

à leur besoin. Elles sont dans la conception des supports de communication (**charte graphique, logo, kakémono, flyers, etc.**), la réalisation de spots publicitaires, la création et la gestion des sites web au profit des entreprises. Elles offrent également des formations en marketing digital. Elles opèrent dans l'organisation des foires et salons commerciaux.

- **Les cabinets privés**

Ils interviennent dans le développement d'applications, la création de sites web, ainsi que les formations en marketing digital au profit des entreprises. Ils produisent de l'information ou des solutions qui améliorent la visibilité et l'efficacité des entreprises.

- **Les radios**

Elles reçoivent des entrepreneurs comme invités, qui viennent faire la promotion de leurs produits et/ou services sur leur antenne. Il s'agit en effet d'un bon canal publicitaire pour améliorer la visibilité des entreprises. Ce canal est également utilisé par des organisations ou autres entreprises pour partager des opportunités d'affaires ou des informations utiles (marché, prix, financement...) avec les entrepreneurs.

- **La presse écrite**

Ils diffusent des contenus publicitaires, des reportages ou informations qui facilitent l'accès au marché, au financement ou aux opportunités pour les entrepreneurs. Il s'agit d'un canal privilégié pour accéder aux informations sur les politiques publiques en lien avec l'environnement des affaires et les actualités sur l'évolution des marchés. Les annonces de marché à soumissionner et des publicités y sont également publiées à l'intérêt des entreprises.

- **Les télévisions numériques (Web TV)**

Ils réalisent des reportages et des contenus publicitaires pour les entrepreneurs et les diffusent sur leurs chaînes de télévision en ligne, offrant ainsi une plus forte visibilité aux entreprises. Ils produisent des contenus ou diffusion de contenus d'information au profit des entrepreneurs. Ils réalisent des magazines d'informations; minutes de l'entrepreneur; entretien avec les entrepreneurs; et partagent également des innovations entrepreneuriales.

### 3.4.2 Analyse des offres des acteurs de l'accès à l'information

Les structures d'accès à l'information offrent divers services d'accès à leur clientèle. Il s'agit notamment de :

- **La production d'émissions**

Elle concerne les services de production de contenus à travers des reportages, magazines, entretiens ou débats entrepreneuriaux au profit des entrepreneurs. Ce type d'offre est proposé par les radios, les chaînes de télévision disposant d'une antenne adaptée à la présentation de cette offre.

- **La diffusion d'informations**

Elle porte sur la diffusion de contenus d'information économiques d'intérêt pour les entrepreneurs. De même que le partage d'informations sur l'actualité et les opportunités en entrepreneuriat (appels d'offres, accès aux marchés, opportunités de formation, opportunités de financement, opportunités de foire/salons, etc.).

Cette offre est disponible dans tous les médias d'information.

- **Le marketing**

Il consiste en la diffusion de contenus publicitaires pour les entreprises. Les espaces commerciaux sont disponibles dans tous les types de média d'accès à l'information.

- **Le développement des outils de communication**

Il concerne les structures intervenant dans la conception des supports de communication (spots publicitaires, charte graphique, logo, kakémono, flyers, etc.); le développement des applications, la formation en marketing digital; la création de sites web...

Les agences de communication, les cabinets privés proposent ce type d'offres.

**Tableau 10 : Liste des acteurs de l'accès à l'information**

Catégories	Structures	Détails des offres	Clients	Qui payent ?
Cabinets privés	MDF Bénin (cotonou), Wangnigni 229 (cotonou), ND ConsultANT (COTONOU), EPITECH(cotonou), Best Conception Agency Consult (BCA Consult) (calavi), Nala Concept (lokossa, ouidah)	- Appui au développement des entreprises; formation sur divers thématiques; informations et conseils; opportunités d'affaires - Développement d'application (Epitech) - Développement d'application, création de site web, formation en marketing digital (BCA Consult)	les entrepreneurs	entrepreneurs et subvention
Radio	Radio Rural OUESSE( ouesse), Deeman radio (parakou)	- Réalisation et/ou diffusion de contenus d'information au profit des entrepreneurs	les populations de Ouèssè et parakou et environ	entrepreneurs
Presse Ecrite	L'ECONOMISTE (cotonou), LE RURAL (calavi), Daabaaru (Parakou)	- Partage d'informations sur l'actualité et les opportunités en entrepreneuriat (appels d'offre, accès aux marchés, opportunités de formation, opportunités de financement, opportunités de foire/salons, etc.)		
Agences de Communication	EAGLE-COMMUNICATION (calavi), ZOOM AGRO (calavi), LE RURAL (Calavi), Nala Concept (lokossa, ouidah), OMBY COM(calavi)	- Formation en marketing digital; -Conception des supports de communication (charte graphique, logo, kakemono, flyers, etc.);	les entreprises	entreprises
Télévision numérique	DAÏBI TV (savè), Daabaaru TV (Parakou), Terre à terre Bénin (cotonou), Angle d'Afrique (parakou); LE RURAL (calavi), BB 24 (cotonou), AVATA (Académie de VALorisation des TALents) (cotonou), Phénix Télévision (savè, porto novo)	- Production de contenus/ ou diffusion de contenus d'information au profit des entrepreneurs - Réalisation des magazines d'informations; minutes de l'entrepreneur; entretien avec les entrepreneurs; - Partages des innovations entrepreneuriales;	la population	entrepreneurs
Plateformes digitales	APIEX (cotonou); CCI Bénin (E-learning) (cotonou)	- Diffusion d'information au profit des entrepreneurs; - Appui aux entreprises; - Développement de formations en ligne (CCI Bénin)	les entreprises	APIEX

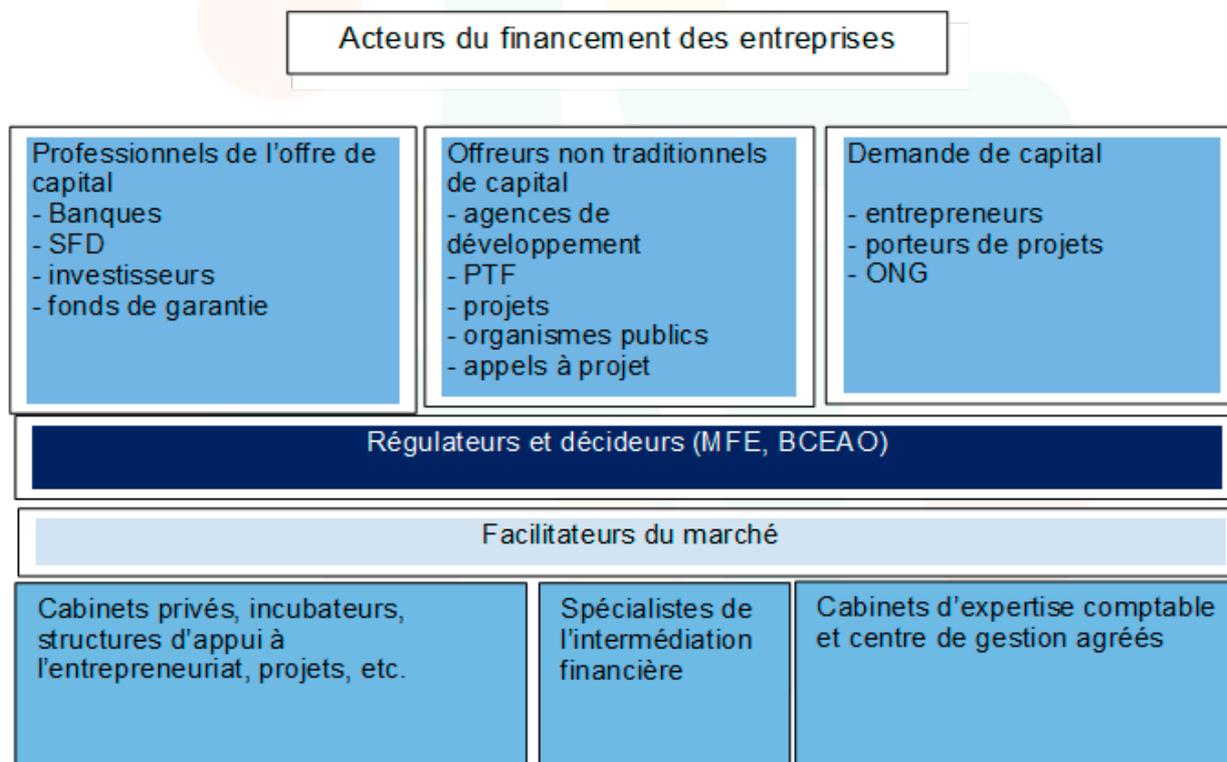
### 3.5 Segment de l'Accès au financement

#### 3.5.1 Les acteurs de l'accompagnement à l'Accès au Financement

Le marché de financement des entreprises intègre l'ensemble des acteurs qui concourent au processus de mise en place des ressources financières nécessaires aux investissements et au fonctionnement des entreprises tant pour le démarrage que pour leur développement.

La cartographie des différents acteurs du financement des entreprises au Bénin a permis de classer en quatre (4) catégories les intervenants dans ce secteur qui se détaillent elles-mêmes en sous catégories :

- **Professionnels de l'offre de capital : banques, acteurs du secteur privés constitués des PSF, investisseurs**
- **Offreurs non traditionnels de capital : agences de développement, PTF, projets, organismes publics, appels à projet**
- **Régulateurs et décideurs : Ministère des Finances, BCEAO**
- **Facilitateurs de marché : Cabinets privés, incubateurs, structures d'appui à l'entrepreneuriat, les experts comptables, les centres de gestion agréés, experts indépendants**



## Les Professionnels de l'offre de capitaux

### a) Les institutions bancaires

Le paysage bancaire béninois ne s'est pas considérablement épaissi ces dernières années malgré la croissance économique enregistrée au niveau du pays. En 2022 on dénombre 14 banques contre 12 en 2017. Les mouvements d'entrée et de sortie se sont tassés quasiment en plus d'une décennie.

Les différentes banques répertoriées avec leurs agences se présentent comme suit :

**Tableau 11 : Liste des Banques au Bénin**

Catégories	Liste	Nombre d'agences des banques	Pourcentage (%)
Banques	BOA	41	23%
	BSIC	13	7%
	BANQUE ATLANTIQUE	10	6%
	BGFI	08	5%
	NSIA BANQUE	21	12%
	ECOBANK	21	12%
	ORABANK	12	7%
	SOCIETE GENERALE	08	5%
	UBA	21	12%
	CCEI BANK	03	2%
	BIIC	11	6%
	CORIS BANK	05	3%
	CBAO	00	0%
	SONIBANK	01	1%
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>175</b>	<b>100%</b>

Les banques les plus implantées sur tout le territoire et dont les services sont supposés être accessibles au plus grand nombre de personnes sont respectivement la BOA, ECOBANK, UBA, ORABANK, BSIC qui possèdent respectivement 23%, 12%, 12%, 7% et 7% du nombre total des agences.

Dans le contexte béninois comme dans la sous-région, les banques sont plutôt dirigées vers des organisations de grande taille. Elles proposent pour certaines catégories de PME, différents types de services financiers. En général, les offres pour PME portent sur les financements d'exploitation (crédit campagne, crédit commercial, les facilités de caisse, avance sur facture, escompte, le crédit documentaire, la remise documentaire, les découverts etc), les financements d'investissements (crédit à moyen et long terme), les financements de marché, les engagements par signature (caution, les attestations financières, les lettres de garantie etc), l'appui-conseils en investissements, les opérations de transferts et de paiement digitaux, les opérations de change etc.

Les banques les plus actives sur le financement des entreprises et qui sont considérées comme ayant un bon indicateur de leur engagement dans les dynamiques de financement des PME .au Bénin sont au nombre de 08 et se présentent comme suit : **La BOA, NSIA BANQUE, CORIS BANK, UBA, BSIC, ORABANK, ECOBANK, BIIC;**

Ces banques offrent des conditions de financement très souples avec des taux de financement allant de 9% à 13% avec des maturités allant jusqu'à 84 mois selon le cas. Elles interviennent aussi dans le financement agricole et proposent des produits/services adaptés à cet effet. Elles ont souscrit au programme d'accompagnement du secteur agricole porté par le FNDA en tant que Banque Partenaires. A ce titre, elles financent les PME/PMI agricoles aux conditions suivantes : crédits plafonné à 500 millions FCFA, au d'intérêt de 9% l'an maximum (2% aux bénéficiaires du fonds de bonification), sur une durée maximale de 5 ans, avec une garantie FNDA à 50% + une garantie complémentaire du promoteur.

## **b) Les SFD**

Les secteurs financiers au Bénin sont caractérisés par une dualité entre le système bancaire d'une part, le système financier informel et décentralisé de l'autre. Les Institutions de Microfinance (IMF), ou Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), sont des institutions dont l'objectif principal est d'offrir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers traditionnels.

La microfinance fait partie de la finance inclusive dont l'objectif est d'inclure, sous-entendu toute la population, dans le système économique en donnant accès aux services financiers et en proposant une gamme diversifiée de produits adaptés et à coûts abordables. La microfinance est considérée comme un des leviers du développement des pays de l'Afrique de l'Ouest. Le secteur est composé de nombreux acteurs qui marquent leur présence dans l'écosystème du financement des entreprises au Bénin.

Conformément à la dernière version du répertoire des SFD publié par l'ANSSFD au 31/03/2022, nous comptons 52 SFD agréés au Bénin, géographiquement répartis sur l'ensemble des 12 départements du pays avec une forte concentration au sud du Bénin. Sur les 52 SFD recensés, plus d'une dizaine ne sont plus en activité, plus de la moitié n'ont qu'une couverture régionale/départementale.

Il faut souligner que, suivant le classement des SFD publié par la BCEAO en 2021, 11 SFD se démarquent selon la taille de leurs bilans financiers, la qualité de leurs services et leurs couvertures géographiques.

Il s'agit de :

- **la Faïtière des Caisses d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuel (FECECAM)**
- **le Réseau National des Caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées du Bénin (RENACA-Bénin)**
- **L'Association pour la Promotion de l'Épargne crédit à Base Communautaire Bethesda (P.E.B.Co Bethesda)**
- **L'Association pour la Promotion et l'Appui au Développement des Microentreprises (PADME)**
- **Financial Développement (FINADEV) SA**
- **L'Association des Caisses de Financement à la Base (ACFB)**
- **l'Union Nationale des Caisses Rurales d'Épargne et de Prêt (UNACREP)**
- **L'Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement (ALIDE)**
- **La Coopérative des Membres Unis Bethel Actions (COMUBA)**
- **SIA N'SON Microfinance**
- **Vital Finance Bénin**

Ils sont répertoriés comme suit dans le tableau ci-dessous en fonctions du nombre de leurs points de services (agences, guichets ou bureaux secondaires) :

**Tableau 12 : Nombre de points de services des SFD (agences, guichets ou bureaux secondaires)**

Catégories	Liste	Nombre d'agences	Pourcentage (%)
Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)	FECECAM	132	32%
	PEBCO BETHESDA	60	15%
	UNACREP	53	13%
	PADME	57	14%
	RENACA BENIN	31	8%
	VITAL FINANCE	17	4%
	ACFB	15	4%
	COMUBA	15	4%
	ALIDE	11	3%
	FINADEV	10	2%
	SIA N'SON	7	2%
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>408</b>	<b>100%</b>

Parmi les 11 SFD du classement, les données collectées révèlent que le trio FECECAM (32%), BETHESDA (15%) et UNACREP (13%) offrent une plus large couverture géographique suivis par PADME et RENACA.

La FECECAM, PADME, ALIDE et FINADEV sont quant à eux des SFD première génération en finance digitale. Nous comptons également 9 SFD intervenant dans le financement agricole en tant que partenaires du FNDA et qui disposent de produits/services agricoles adaptés. Certaines SFD tels que la FECECAM accompagnent également l'entrepreneuriat féminin avec des produits/services exclusivement dédiés aux femmes. Au cours de la phase 1 de BeniBiz, ALIDE, FECECAM et PADME sont ceux qui ont le plus accompagné les entrepreneurs.

Elles proposent à la population, non seulement divers produits/services financiers : épargne, tontine, crédit, transfert d'argent mais également des accompagnements techniques en appui-conseil, formations et sensibilisations.

Les organisations de microfinance se positionnent sur des montants de financement très divers, en octroyant des crédits allant de :

- 0 à 5.000.000 FCFA pour les particuliers et indépendants
- 5.000.000 FCFA à 20.000.000 FCFA pour les micros et petits entrepreneurs formels ou non
- 20.000.000 FCFA à 50.000.000 FCFA pour les PME

#### c) Les investisseurs

Les investisseurs (fonds d'investissements, business angels, capital-risqueurs) offrent plusieurs solutions de financement aux PME à travers plusieurs mécanismes financiers tels que la prise de participation, la dette (les prêts d'honneur, les avances remboursables, etc) et les services non-financiers. Ces différentes solutions sont souvent adressées aux entreprises à fort potentiel qui interviennent dans les secteurs innovants et permettent de financer à la fois les postes d'investissements que de fonds roulement.

Les principaux investisseurs opérant au Bénin sont :

**Tableau 12 : Nombre de points de services des SFD (agences, guichets ou bureaux secondaires)**

Catégories		Liste	Offres de services	Total
Investisseurs	Locaux	Fonds d'Appui Catalytique et de Solidarité (FACS) de la CCIB		21
		Noru Capital		
		Investi'SENS Bénin		
		AFD (Appui au développement de l'entrepreneuriat coopératif agricole au Bénin et au Sénégal)		
		Benin Business Angels Network		
		Wifund Benin		
	Internationaux	Investisseurs & Partenaires Acceleration Sahel		
		Plus Plus		
		Fonds Agri-business Capital (ABC)		
		Helios Investment Partners		
		The Dutch Good Growth Fund (DGGF)		
		SouthBridge Investments		
		GreenTec Capital Africa Partners		
		Oikocrédit		
		Adiwale Partners		
		Brightmore Capital		
		WIC Capital		
		Africinvest Private Credit		
		Initiative Choose Africa (mise en oeuvre par le Groupe AFD et coordonnée par Proparco, en faveur des TPE, PME et start up en Afrique)		
		Goodwell investments		
Fullnexx Agri Fund				
<b>TOTAL</b>		<b>21</b>		

#### d) Les Fonds de garantie

Les institutions de couvertures communément appelées fonds de cautionnement et garantie aux entreprises offrent des services de couverture peu connus du public allant de 01 jusqu'à 144 mois et exclusivement axés sur les financements d'investissement, les financements d'exploitation, les financements des marchés, les levées de fonds et ayant pour cibles : les PME, SFD, Banques et autres intermédiaires financiers. Ce mécanisme permet de couvrir une certaine gamme de risques à travers un dispositif de garantie bien défini. Les risques généralement couverts à ce niveau portent sur « la perte finale » après recouvrement des sûretés prises par le prêteur. Les acteurs identifiés sont: **le FONAGA, AGF-African Guarantee Fund, l'Africaine des Garanties et du Cautionnement, ARIZ de l'AFD et le FAGACE.**

#### e) Les Offreurs non traditionnels de capitaux

Dans le cadre de leurs mandats d'appui au développement de l'entrepreneuriat certains Partenaires Techniques et Financiers, projets, agences de développement et ONG internationales apportent des capitaux pour promouvoir la création et le développement des projets, pour inciter les jeunes à l'entrepreneuriat ou encore contribuer au développement de certaines filières. Ces acteurs jouent un rôle majeur dans l'écosystème de l'impact car les capitaux qu'ils apportent se tournent vers des projets servant l'intérêt général. Par ailleurs, ils participent à la structuration du marché, ce sont des partenaires stratégiques pour le développement des acteurs opérationnels et ils visent à réduire le risque sur des marchés perçus comme dangereux ou non viables par les banques.

La liste de ces acteurs n'est pas exhaustive mais reflète bien la diversité et la multiplicité des structures de subvention au Bénin.

**Tableau 13 : Offreurs non traditionnels de capitaux**

ONGs et Institutions internationales	TOTAL
GIZ	12
SNV	
ENABEL	
AFD	
TECHNOSERVE	
DDC/COOPERATION SUISSE	
PAYS BAS	
HELVETAS	
OXFAM/CANADA	
IFDC/ACMA	
TETRA TECH/USAID	

A cette catégorie s'ajoutent les organismes publics mis en place par le Gouvernement pour promouvoir l'entrepreneuriat. Il s'agit plutôt d'aide publique aux entreprises. En effet, au Bénin, le secteur public est actif dans la fourniture de financement aux couches défavorisées sous forme de micro-crédits ou de subventions à travers plusieurs initiatives telles que le micro crédit aux plus pauvres (MCP), le Crédit ARCH, les financements FNDA ou FNEC etc. Ces initiatives visent à octroyer des financements aux femmes, aux jeunes, aux artisans, aux agripreneurs et autres exerçant des activités génératrices de

revenus et exclus du système de financement formel. Les crédits mis en place varient entre 50.000 et 2.000.000 FCFA selon le cas avec un taux de 9% contre 24% pratiqué par les SFD sur une durée moyenne d'un an 01 an maximum. Les subventions octroyées quant à elles portent souvent sur le financement des chaînes de valeurs agricoles ou sur le financement des initiatives liées à la protection de l'environnement et aux changements climatiques.

Les ONG internationales et les Partenaires Techniques et Financiers accordent quant à eux des subventions aux micro, petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de divers projets, en mettant l'accent sur certains groupes particuliers comme par exemple les entrepreneurs du secteur agroalimentaire, les femmes entrepreneures, répondant ainsi à leurs mandats de soutien des couches les plus vulnérables et de contribution au développement des filières.

#### **f) Les Régulateurs**

La principale structure régulatrice au Bénin est la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) au sein de la zone UEMOA pour le secteur bancaire et le secteur des IMF est régulé par le Ministère des Finances.

En tant qu'instance régulatrice financière, la BCEAO a un impact direct sur le développement de l'écosystème des acteurs du financement bancaire.

#### **g) Les Facilitateurs de marché**

Par facilitateurs de marché, nous définissons tous les acteurs qui gravitent dans l'écosystème de financement des entreprises en tant que structures de soutien technique et facilitation de la mobilisation des ressources financières auprès du système bancaire. Il existe peu de structures spécifiquement spécialisées dans l'intermédiation financière au Bénin. Mais plusieurs structures d'accompagnement des entreprises ont intégré cette offre de service dans leurs portefeuilles avec des résultats moins performants.

En substance, les facilitateurs de marché englobent les centres agréés de gestion, les cabinets d'expertise comptable, les intermédiaires financiers spécialisés, les cabinets d'études etc. Leur offre vise à faciliter l'accès au financement des MPME à travers des programmes bien définis portant sur la rédaction ou la structuration de plans d'affaires, l'élaboration et la certification des états financiers, la recherche de financement etc.

L'avantage des professionnels de l'intermédiation financière est leur proximité avec les acteurs de l'offre de capitaux et leur rôle d'intermédiation potentiel : ces structures sont en lien direct avec les entrepreneurs, et savent ce dont ils ont besoin et peuvent les mettre en relation avec des apporteurs/gestionnaires de capitaux.

### **3.5.2 Analyse des offres des acteurs de l'accès au financement**

La cartographie des structures d'accompagnement à l'accès au financement des entreprises dépeint un environnement dynamique en termes d'augmentation du nombre des acteurs en particulier les SFD, mais très peu riche en investissement d'amorçage et de financement des micros petites et moyennes entreprises. En effet, le système financier du Bénin est dominé par les prestataires de services financiers (PSF) dont les exigences de financement restent inaccessibles au plus grand nombre des entreprises. Les financements disponibles ne sont pas suffisamment inclusifs et ne peuvent sous-tendre une croissance significative du secteur privé.

Les prestataires de services financiers existant paraissent de plus en plus réticents à financer certains secteurs d'activités jugés à haut risques tels que l'agriculture mais beaucoup plus en raison de la méconnaissance desdits secteurs ou de l'inadaptabilité des mécanismes de maîtrise de risques déployés ou de ressources mobilisées.

Les SFD n'ont souvent pas assez de ressources stables ou à long terme pour financer les investissements. Les ressources disponibles sont souvent insuffisantes ou inadaptées, obligeant ainsi ces PSF à se positionner souvent sur des financements d'exploitation au détriment des financements d'investissements.

Les entreprises quant à elles, ne sont souvent pas assez sensibilisées/formées sur les bonnes pratiques de gestion, sur l'affinement de leur profil, par conséquent peinent souvent à trouver des financements adaptés à leur profil entrepreneurial.

Il n'existe pratiquement pas de programmes d'éducation financière adaptés, en témoignent le faible niveau d'éducation financière, le faible taux de bancarisation, le faible niveau de culture d'épargne enregistrés au niveau des demandeurs de financement.

Les instruments financiers non bancaires tels que l'affacturage, le crédit-bail, l'achat de créances, et les opérations de garantie de crédit, la prise de participation demeurent faiblement utilisés. Les MPME n'arrivent toujours pas à lever des fonds auprès d'investisseurs privés parce qu'ils ne sont pas assez outillés ou informés sur cette catégorie d'instruments financiers.

Il se pose donc un problème d'adaptabilité de l'offre de services d'une part et de défaut de profil entrepreneurial éligible aux financements d'autre part.

Mais depuis peu l'Etat s'attèle à corriger cette inadéquation à travers plusieurs initiatives publiques telles que le Fonds National de Développement de l'Agriculture (FNDA), récemment créé pour soutenir des projets des entrepreneurs du secteur agricole et le Fonds de Développement de l'Artisanat (FDA) créé pour soutenir le secteur de l'artisanat. Malgré les différentes campagnes de sensibilisation initiées jusque-là, ces différents outils de financement peinent à prendre à cause de l'asymétrie d'informations qui les caractérise.

## 4 Les dysfonctionnements du marché des services d'appui à l'entrepreneuriat

### 4.1 Dysfonctionnement du segment Accès aux Compétences

Les principaux acteurs du marché d'accès aux compétences entrepreneuriales sont représentés dans le donut suivant sur la base des fonctions d'appui et des règles qui régissent le secteur.

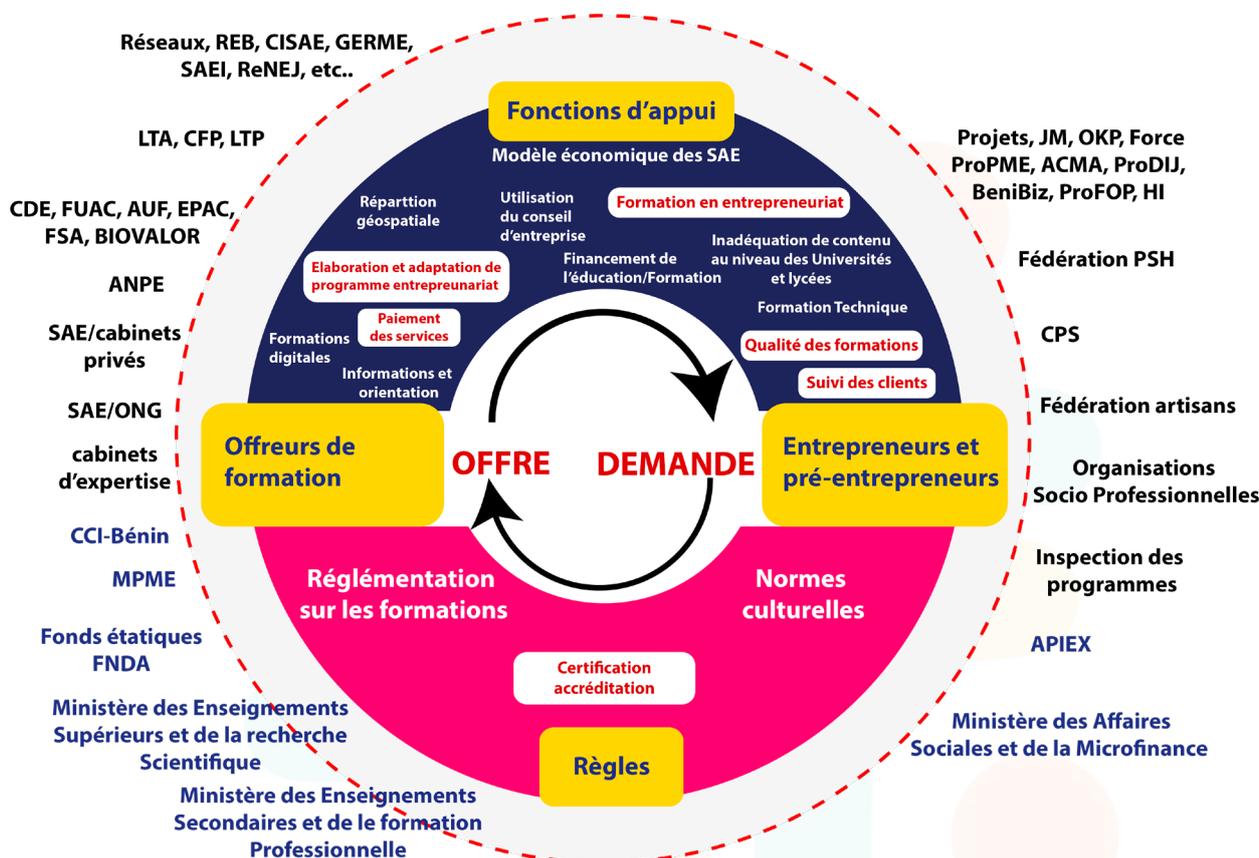


Figure 4: Acteurs du marché d'accès aux compétences entrepreneuriales

L'analyse du système de marché d'accès aux compétences entrepreneuriales (pour les jeunes pré, micros et petits entrepreneurs) a fait ressortir les principales contraintes ci-après de même que les causes profondes afférentes :

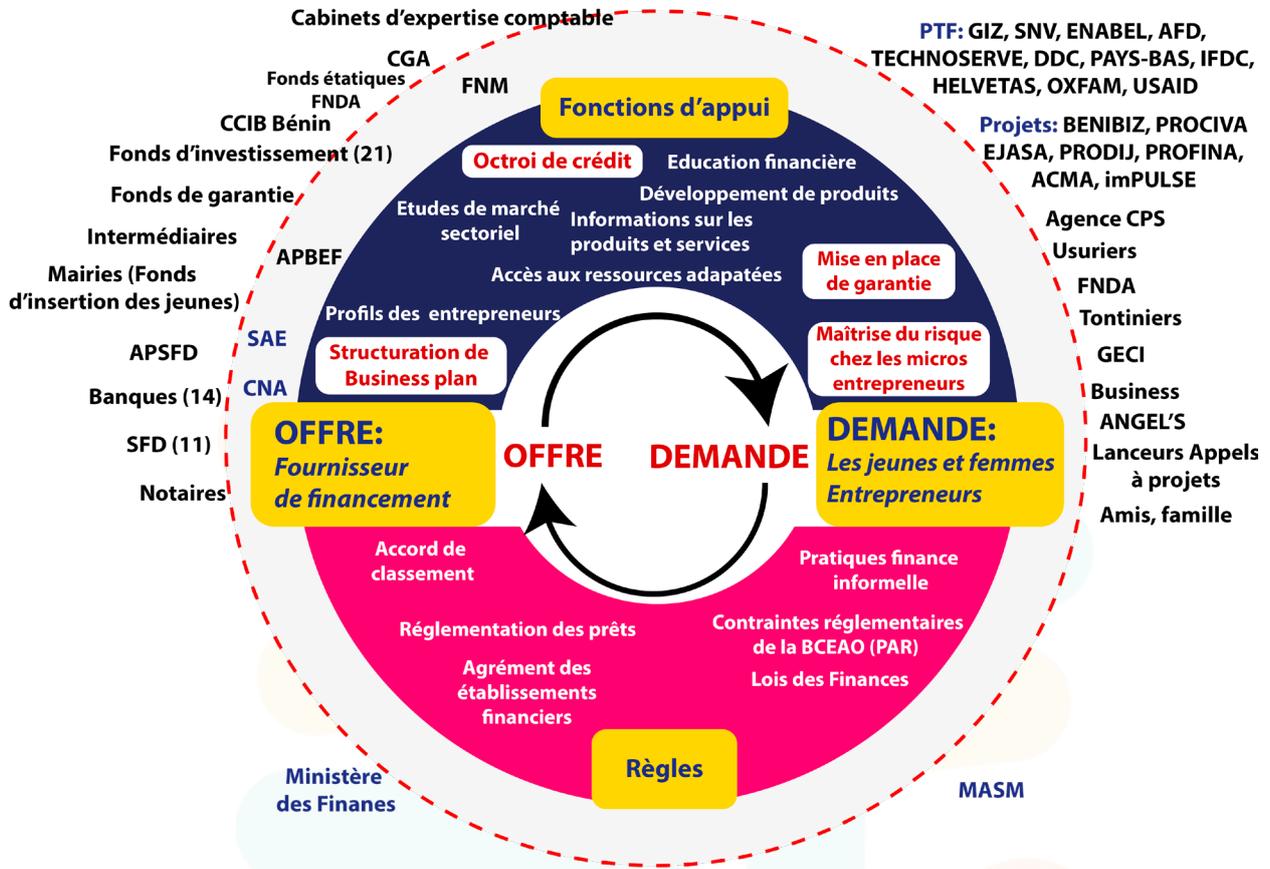
**Tableau 14 : Analyse du système de marché d'accès aux compétences entrepreneuriales**

Fonction	Description	Structures concernées	Causes sous-jacentes /profondes
La répartition géo-spatiale des SAE	Défaillant – les entrepreneurs et entrepreneurs potentiels n'arrivent toujours pas à accéder aux services d'accès aux compétences entrepreneuriales	SAE	Les structures d'accès aux compétences sont essentiellement concentrées à Cotonou et dans quelques grandes villes. Elles n'ont pas de marchés substantiels dans ces régions  Le taux global de pénétration démographique des services d'appui à l'entrepreneuriat (proximité des services vis-à-vis des populations / entrepreneurs) reste faible
Dominance de programmes non certifiés sur le marché	Défaillant – Très peu de SAE disposent de programme de formation certifié ou audité en termes de performance et qualité, de manière transparente	SAE	pas de mesure coercitive qui obligent les SAE à mettre en œuvre des programmes de formation certifiés,
Faible utilisation des services de conseils par les entrepreneurs	Défaillant – les entrepreneurs n'ont pas conscience du besoin des services de conseil d'entreprise, ni de la réelle offre de valeur de ceux-ci	SAE	les SAE ne formulent ni ne communiquent sur l'offre de valeurs ou sur leurs résultats  les entrepreneurs ne sont pas conscients de leur besoin
Le modèle économique des SAEs (privées) n'est pas durable	Défaillant – le modèle économique repose essentiellement sur des marchés publics ou des subventions/dons pour leur fonds de roulement	SAE	les SAEs (privées) ne développent pas un modèle économique basé sur la capacité de paiement des entrepreneurs
Paiement des services d'accès aux compétences	Défaillant – les micros entrepreneurs n'arrivent pas à payer les services d'accès aux compétences	SAE	la faible niveau de revenus des entrepreneurs ne leur permet pas de payer les frais d'accès aux compétences  les entrepreneurs ne jugent pas pertinents de payer les frais d'accès aux compétences au vu de la profusion de projets programmes (PTF) gratuits

Fonction	Description	Structures concernées	Causes sous-jacentes /profondes
Faible degré de digitalisation des programmes de formation	<b>Défaillant</b> les offres d'accès aux compétences sont à dominance présentielle	SAE et universités	les SAE et incubateurs universitaires ne développent pas des formations digitales  les bénéficiaires ont une faible capacité d'accès à internet
Inadéquation des modules Entrepreneurat dans les université et lycées	<b>Inadéquation</b> les programmes de formation entrepreneuriale dans les incubateurs universitaires et les lycées ou universités sont insuffisamment développés et en inadéquation avec les besoins du marché du travail et la réalité pratique de création d'entreprise	Universités, lycées et CFP	les programmes sont mal élaborés et théoriques
Système de suivi de l'impact de l'accompagnement	<b>Défaillant</b> la fonction de suivi est manquante, ce qui entraîne une faible capacité d'attirer de nouveaux clients (payants)	SAE	Les SAE ne disposent pas toujours de mécanisme de suivi de l'impact aux fins d'utiliser comme proposition de valeur
Faible degré d'inclusion de toutes les couches	<b>Défaillant</b> La question de comment atteindre les pauvres et les plus désavantagés reste posée.	SAE	les SAE ne développent pas des modules pouvant prendre en compte les personnes faiblement lettrées

## 4.2 Dysfonctionnement du segment Accès aux Financement

Les principaux acteurs du système de marché facilitant l'accès au financement des entrepreneurs et autres bénéficiaires sont représentés dans le donut ci-dessous sur la base des fonctions d'appui et des règles qui régissent le secteur.



Les principales contraintes identifiées en matière d'accès au financement se présentent comme suit :

**Tableau 15 : Principales contraintes en matière d'accès au financement**

Fonction	Description	Structures touchées	Causes sous-jacentes/profondes
Informations sur les micros entreprises	<b>Absente</b> les SFD ne disposent pas d'informations qualitatives pour évaluer les risques encourus pour le financement des micros entrepreneurs	Banques SFD	<ul style="list-style-type: none"> <li>les micros entreprises ne tiennent pas une comptabilité ,</li> <li>les SFD ne disposent pas de connaissances approfondies leur permettant d'évaluer les risques liés au financement de certains secteurs exercés par les micros entrepreneurs</li> </ul>
Ratio Services SFD/ populations	<b>Défaillant</b> les clients doivent parcourir de longues distances pour atteindre les SFD ce qui leur fait perdre énormément de temps et pourrait agir sur la rentabilité de leurs affaires	Banques SFD	<ul style="list-style-type: none"> <li>les SFD disposent de très peu de services financiers digitaux permettant d'atteindre le plus grand nombre de clients</li> <li>les SFD ne disposent pas de ressources suffisantes pour mener des travaux de transformation digitale</li> <li>pas tous les SFD disposent de bureaux dans les contrées éloignées du pays</li> </ul>
Développement de produits	<b>Inadéquat</b> les produits ne sont pas toujours adaptés à la cible des micros entrepreneurs et très peu de SFD pensent à innover pour satisfaire cette cible	Banques SFD	<ul style="list-style-type: none"> <li>les départements recherches et développement des produits financiers n'existent pas toujours dans toutes les institutions</li> <li>les SFD ne disposent pas de ressources suffisantes pour la mise en place de ces départements</li> <li>les SFD ne s'intéressent pas au développement de produits financiers adaptés aux micros entrepreneurs</li> <li>les SFD se focalisent uniquement sur le développement de leurs produits classiques</li> </ul>
Elaboration de Business plan	<b>Défaillante</b> Faible taux de financement des business plans transmis aux banques et SFD	SAE Banques SFD	<ul style="list-style-type: none"> <li>toutes les SAE ne disposent pas des compétences nécessaires à l'élaboration de plan d'affaires qualitatifs</li> <li>les micros entrepreneurs ne s'impliquent pas dans la rédaction des plans d'affaires et ne maîtrisent pas toujours les détails de leurs activités pour les défendre face aux structures financières</li> </ul>

Fonction	Description	Structures touchées	Causes sous-jacentes/profondes
Education Financière	<b>Défaillante</b> les offres des institutions financières sont soit incomplètes soit ne sont pas administrées de façon efficace aux clients. Les SFD sont conscients de l'importance de l'éducation financière mais manquent de moyens pour développer ces modules	Banques SFD	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les ressources humaines et financières des SFD sont insuffisantes. De plus, la prise en compte de ce volet viendra greffer le taux d'intérêt du crédit déjà jugé élevé par les clients</li> <li>les modules d'éducation financière disponibles ne sont pas harmonisés</li> <li>les SFDs ne mesurent pas l'impact/l'efficacité de leurs modules de formation</li> </ul>
Informations sur les produits et services	<b>Dépareillé</b> les clients potentiels ont peu d'information sur les services et produits des SFD (faible accès à l'information)	Banques SFD	<ul style="list-style-type: none"> <li>les SFD mènent peu d'actions de communication sur les produits et services disponibles pour les micros entrepreneurs</li> </ul>
Mise en place des garanties	<b>Défaillante</b> les types de garantie sollicitées par les SFD ne sont pas toujours à la portée des micros entrepreneurs car il s'agit souvent des permis d'habiter et des titres fonciers de parcelle	Banques SFD	<ul style="list-style-type: none"> <li>les micros entrepreneurs ne disposent pas de garanties matérielles pour soutenir leurs demandes de crédit</li> <li>les micro entreprises n'ont pas une traçabilité de leurs transactions financières antérieures pouvant justifier ou soutenir la mise à disposition de crédit (historique de crédit)</li> </ul>
Difficulté d'accès aux ressources adaptées	<b>Dépareillé</b> les SFD n'arrivent pas à accéder aux ressources adaptées	SFD	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'épargne collectée représente des ressources de courte durée, ne permettant pas aux SFD d'offrir aux micros entrepreneurs des prêts à long terme</li> <li>absence de banques de développement pour pouvoir accompagner ces SFD</li> </ul>
Contraintes réglementaires de la BCEAO (5% de PAR)	<b>Défaillante</b> les SFD font preuve d'une prudence excessive mettant en péril le financement de l'économie (aversion au risque)	SFD	<ul style="list-style-type: none"> <li>Protection des SFD et de leurs clients</li> <li>limiter la concurrence déloyale au sein des SFD</li> </ul>

### 4.3 Dysfonctionnement du segment Accès au marché

Les principales contraintes identifiées en matière d'accès au marché se présentent comme suit :

**Tableau 16 : Principales contraintes en matière d'accès au marché**

Fonction	Description	Structures touchées	Causes sous-jacentes/ profondes
Informations sur les opportunités commerciales/ marchés	<b>Absente</b> les entrepreneurs ne disposent pas d'informations qualitatives pour évaluer les opportunités commerciales	Les MPME	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inexistence d'études et services conseils et d'orientation,</li> <li>• les structures compétentes comme le CCI-Bénin ne fournissent des informations suffisantes sur les potentialités du marché</li> </ul>
Ratio Services d'accès au marché/ MPME	<b>Défaillant</b> le nombre de structures d'accompagnement à l'accès au marché reste très faible	SAE MPME	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les SAE ne disposent pas d'offre suffisante de services d'accès au marché</li> <li>• Manque de compétences en la matière</li> <li>• le segment de marché reste insolvable</li> </ul>
Processus de certification des produits	<b>Inadéquat</b> méconnaissance du processus par les MPME	ANM, ABSSA, CCI-Bénin APIEX	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les mécanismes de communication sont inefficaces et non inclusifs</li> <li>• Les délais de certification</li> <li>• semblent trop long</li> </ul>
Qualité des services d'accès aux marchés	<b>Inadéquat</b> les services d'accès au marché ne sont pas toujours adaptés aux besoins des MPME	MPME ; SAE ; CCIB ; ADPME	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacités techniques limités des SAE en matières d'élaboration de contenus de modules de formation ;</li> <li>• Faible capacité d'innovation des SAE en offre de services d'accès au marché ;</li> <li>• Faibles effectif des structures de soutien à l'accès au marché ;</li> </ul>

Fonction	Description	Structures touchées	Causes sous-jacentes/ profondes
Formation et assistance technique en marketing, marketing digital et E-commerce	<b>Inadéquat :</b> Les MPME disposent de compétences limitées en marketing, marketing digital et en E-commerce pour écouler leurs produits sur des marchés hautement concurrentiels.	MPME ; SAE ; CCIB ; ADPME ; AECB	Faible niveau d'instruction de la majorité des MPME en marketing digital ;
Accès aux équipements, matériels de packaging	<b>Inadéquat :</b> Les besoins des MPME notamment en matière d'équipement/matériels pour la modernisation des produits ne sont pas toujours disponibles ce qui amènent les MPME à se contenter des technologies de production artisanales.	MIC ; MPMEPE ; CCIB ; MAEP SAE	Coût élevé des équipements

#### 4.4 Dysfonctionnement du segment Accès aux équipements

Les principales contraintes identifiées en matière d'accès au marché se présentent comme suit :

**Tableau 17 : Principales contraintes en matière aux équipements**

Fonction	Description	Structures touchées	Causes sous-jacentes/ profondes
Ratio Services d'accès aux équipements/ MPME	<b>Défaillant</b> le nombre de structures d'accompagnement à l'accès aux équipements reste très faible Défaillant – le nombre de structures d'accompagnement à l'accès aux équipements reste très faible	SAE MPME CCI-Bénin	Les services d'accès aux équipements ne représentent pas encore une opportunité commerciale attractive
Informations sur les opportunités existantes	<b>Absente</b> les entrepreneurs ne disposent pas d'informations sur les opportunités en matière d'accès aux équipements	Les MPME	Inexistence de base de données et de services d'orientation pour la recherche d'informations sur l'accès aux équipements

#### 4.5 Dysfonctionnement du segment Accès à l'information

Les principales contraintes identifiées en matière d'accès à l'information se présentent comme suit :

**Tableau 18 : Principales contraintes en matière d'accès à l'information**

Fonction	Description	Structures touchées	Causes sous-jacentes/ profondes
Ratio Services d'accès à l'information/ MPME	<b>Défaillant</b> le nombre de structures d'accompagnement à l'accès à l'information reste très faible	SAE MPME CCI-Bénin	Les services d'accès à l'information ne représentent pas encore une opportunité commerciale attractive
Services innovants	<b>Absente</b> les entrepreneurs ne disposent pas d'informations sur les opportunités en matière d'accès aux équipements	Les MPME	Les services proposés ne sont pas innovants pour atteindre le plus grand nombre

#### 4.6 Dysfonctionnements de type transversal

##### Analyse Basée sur les bonnes pratiques des SAE

L'analyse des bonnes pratiques des structures d'accompagnement des entreprises a été faite en comparant les usages observés aux standards reconnus en matière d'évaluation des performances des structures de soutien à l'entrepreneuriat dans le monde.

La première approche analytique a été d'utiliser le référentiel SCALE qui un outil développé par Argidius après 10 années de recherches sur « Comment réaliser le potentiel des Services d'Appui aux Entreprises ». L'outil SCALE présente les principaux piliers d'un service performant d'accompagnement aux entreprises et offre aux prestataires de SAE et aux bailleurs de fonds des conseils pour mettre en œuvre des pratiques fondées sur des données probantes qui stimulent la croissance des petites entreprises et la création d'emplois. En effet, il est de plus en plus évident que la croissance des petites entreprises et entreprises en croissance peut être stimulée par les Services d'Appui aux Entreprises (SAE), mais la façon dont le service est fourni est essentielle à son succès.

<https://www.argidius.com/en/learning/learning-placeholder-i6340-comment-realiser-le-potentiel-des-services-d-appui-aux-entreprises-a-laide-de-scale/>

Cinq (5) paramètres fondamentaux sont considérés comme déterminants pour l'efficacité des SAE, la croissance des entreprises et la création d'emplois.

Paramètres SCALE	Standards requis	La pratiques des SAE au Bénin
Sélectionner la bonne entreprise : le processus de sélection des entrepreneurs	Sélectionner les entrepreneurs motivés sur une base objective avec des critères mesurables en lien avec un programme d'accompagnement pertinent	La plupart des programmes d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin manquent encore de rigueur dans la sélection des entrepreneurs et très souvent les entrepreneurs enrôlés dans les programmes BDS sont motivés par les subventions.
Charger (Faire payer les entrepreneurs)	Retenir les entrepreneurs engagés Et assurer un retour sur investissement.	Les programmes d'appui à l'entrepreneuriat restent largement subventionnés, ce qui crée une distorsion du marché pour les SAE et facilite pas le développement de la culture des services payants d'appui aux entreprises
Aborder les problèmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluez avec précision les besoins de l'entreprise</li> <li>Établissez des relations basées sur la confiance</li> <li>Facilitez l'apprentissage entre pairs qui ont été confrontés à des défis similaires</li> </ul>	Nombre d'acteurs de l'offre de services de soutien aux entreprises ne fondent pas leurs approches sur des méthodologies éprouvées et des labels reconnus comme outils à fort impact dans l'accompagnement des MPME
Apprendre en évaluant les performances	<ul style="list-style-type: none"> <li>Choisissez le nombre minimum de données significatives et veillez à ce que les entrepreneurs tirent profit des rapports (trois indicateurs clés sont les revenus, l'emploi et l'investissement).</li> <li>Appuyez les entreprises sur la collecte et l'utilisation des données pour améliorer leurs activités</li> <li>Expérimentez différentes approches et améliorez la mise en œuvre</li> </ul>	Les données de mesure des performances des entrepreneurs ne sont pas systématiquement disponibles au niveau de toutes les SAE exceptés les projets, les ONG, les agences dont l'envergure des activités et leur notoriété sont reconnus
Exemple	Donner l'exemple d'une bonne gestion de votre propre SAE	Exception faite des projets, ONG, et agences publiques, nombre de SAE de type privé se limitent souvent à la seule personne du propriétaire (entreprises individuelles) et peinent à amorcer leur propres croissance

La seconde approche d'analyse consiste à l'appréciation des bonnes pratiques des SAE sur des critères couramment utilisés par les évaluateurs des programmes de développement des PME à savoir :

- **L'existence d'un bon système de surveillance, basé sur des informations régulières sur les coûts, les clients, le paiement des honoraires et le retour d'information sur la fourniture et l'utilité des services ;**
- **La comparaison avant et après de la situation des clients, souvent via l'évaluation de ces derniers**
- **La convergence de l'évaluation avec l'estimation des besoins et la planification à long terme (plutôt qu'une évaluation ponctuelle classique axée uniquement sur l'impact), dans laquelle l'importance est donnée au test décisif de la volonté continue des clients à payer les services fournis**

L'observance de la pratique des SAE au Bénin, dénote que très peu de fournisseurs de services d'appui aux entreprises disposent de mécanisme de service après-vente axé sur un accompagnement du client facturent leurs services directement aux entrepreneurs offrent des interventions de long terme ( la plupart des interventions sont ponctuelles) orientés sur l'impact de leurs interventions

## 5. Conclusions et recommandations

### 5.1 Conclusions

1. L'écosystème des structures d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin s'est considérablement développé ces dernières années avec une augmentation du nombre des intervenants et une mise en œuvre croissante des programmes d'entrepreneuriat. Bien qu'il s'agisse d'une évolution positive du point de vue quantitatif, cela a conduit à la fragmentation géographique de l'écosystème (déséquilibre dans la répartition géo spatiale), et a rendu plus complexe la coordination entre le gouvernement, les donateurs et le secteur privé.
2. La qualité de l'offre de services est loin d'être satisfaisante, car la grande majorité des structures d'appui délivrent des services non labélisés et il n'existe pas en générale des données probantes pour attester de l'impact des services offerts exceptés, les projets des PTF et ONG internationales qui en disposent par obligation contractuelle.
3. L'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat actuel est axé sur l'offre, ce qui se traduit par l'octroi de subventions pour le paiement des services fournis aux MPME. La plupart des demandes de BDS des MPME dépendent également de ces subventions. Cela a créé des déséquilibres entre les SAE et les PME, ces dernières n'ayant pas toujours accès à des services de qualité auprès des fournisseurs.
4. Nombre de programmes mettent l'accent sur le soutien à l'accès au financement avec pour conséquence un manque d'efficacité dans la sélection des entrepreneurs et des résultats très mitigés sur l'impact de l'accompagnement.
5. Bien que l'offre dominante soit l'accès aux compétences, seuls les projets d'envergure proposent des services labélisés à fort impact.
6. Il manque un cadre institutionnel pouvant coordonner et définir des normes de qualité dans le secteur.
7. Les programmes actuels financés par des donateurs n'investissent pas suffisamment dans le renforcement des capacités des SAE à développer des contenus ou des approches adaptés et efficaces au profit des MPME avec comme conséquences des SAE qui peinent à croître et à qui revient le mandat controversé d'accompagner des MPME dans leur croissance.

8. Les segments d'accès au marché, aux équipements et à l'information sont à développer car il n'existe que quelques initiatives insuffisantes pour porter la croissance d'un secteur privé qui se veut performant.

## 5.2. Recommandations

1. Faciliter et accroître l'engagement entre le gouvernement, les donateurs et le secteur privé. Créer une plateforme multipartite pour mieux coordonner les différentes interventions du secteur ;
2. S'efforcer de faire évoluer le modèle de fournisseur de services de développement aux entreprises, actuellement axé sur l'offre, vers un modèle axé sur la demande où les SAE innovent constamment en matière de fourniture de produits et de services répondant aux demandes et aux conditions du marché des MPME.
3. Veiller à ce que les programmes de soutien aux bons soient conçus pour permettre aux PME une flexibilité totale dans la sélection leur propre prestataire de services BDS qui propose des services conformes à leurs besoins et possède une réputation de service de qualité.
4. Rechercher et exploiter les plateformes technologiques existantes pour améliorer l'efficacité de la prestation de services BDS et également élargir l'accessibilité à un public plus large, y compris les groupes marginalisés.
5. Aider les SAE à se professionnaliser et être en mesure de développer des offres pertinentes pour répondre besoins des MPME et ce de façon inclusive.
6. Encourager le développement d'une association professionnelle non statutaire d'autoréglementation au niveau national pour établir des normes professionnelles, un code d'éthique et accréditer les SAE.



# Annexes

## Annexe n°1 : Glossaires

**Durabilité** : mesure dans laquelle le service fourni peut être financé par les redevances des clients et assurer la pérennité des changements dans le système.

**Écosystème** : ensemble d'acteurs interconnectés, d'institutions et de processus qui interagissent pour renforcer l'entrepreneuriat au sein de l'environnement local

**Ecosystème des Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat** : l'écosystème des structures de soutien aux entreprises représente l'ensemble des acteurs intervenant dans la chaîne de valeur de l'appui à l'entrepreneuriat, de même que le contexte dans lequel ils opèrent comprenant l'environnement commercial, politique et institutionnel.

**Efficacité d'une intervention** : se réfère au coût et au rythme auquel les interventions sont transformées en résultats, bien qu'il faille souligner que « l'efficacité » en elle-même n'est pas un indicateur de l'impact d'une intervention.

**Efficacité d'une intervention** : exprime la réalisation des divers objectifs des interventions des SAE, ce qui correspond souvent à déterminer dans quelle mesure ils correspondent aux objectifs de développement, y compris la comparaison de l'impact avec les coûts ;

**Incubateur et accélérateur** : Les incubateurs et les accélérateurs aident les entreprises à s'établir et se développer par une combinaison de services de développement des affaires (p. ex., mentorat, coaching et formation en gestion), de financement et d'accès à des locaux et équipements. Les incubateurs se concentrent généralement sur les entreprises en démarrage et aux premiers stades de leur développement, tandis que les accélérateurs se concentrent généralement sur les entreprises en phase de croissance.

**Portée d'une intervention** : nombre d'individus, d'entreprises et d'organisations touchés par une intervention

**Structure d'Appui à l'Entrepreneuriat** : Au sens large, les structures d'appui à l'entrepreneuriat se définissent comme toute organisation qui constitue ou crée un environnement propice à « l'éclosion » et au développement des entreprises. C'est toute organisation qui propose un accompagnement entrepreneurial et managérial, des services et éventuellement un hébergement.

## Annexe 2 : Liste des acteurs privés d'appui à l'entrepreneuriat

Veillez bien scanner les codes Qr ci-dessous afin d'accéder aux fichiers annexés.

Liste des membres du Réseau Entreprendre Bénin (REB) :

<https://urlz.fr/pBU6>



Les acteurs du réseau Gérez Mieux votre Entreprise :

<https://urlz.fr/pBUj>



Les acteurs du réseau CISAE/BCEAO :

<https://urlz.fr/pBUE>



Les acteurs du réseau des SAEI :

<https://urlz.fr/pBWK>



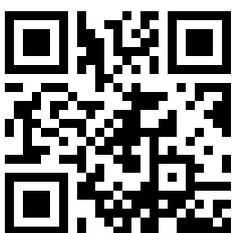
Autres Cabinets privés :

<https://urlz.fr/pBWY>



Listes des organisations non gouvernementales d'appui à l'entrepreneuriat :

<https://urlz.fr/pBXh>



### Annexe 3 : Liste des acteurs publics, parapublics et à statut particulier

Structures publiques de soutien à l'entrepreneuriat

<https://urlz.fr/pBXJ>



Liste des Projets et ONG internationales

<https://urlz.fr/pBY0>





# BeniBiz



# TechnoServe

**L'Entreprise, Solution à la Pauvreté**



The Dutch Ministry for Foreign Trade  
and Development Cooperation



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra